

BANQUE D'ALGÉRIE

La nouvelle allocation touristique appliquée à compter de demain

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



APRÈS 40 ANS DE PRISON

La justice française ordonne la libération du Libanais Georges Abdallah P. 16



GAZA

«La position européenne alimente le génocide»

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



ASSASSINAT
DE 6 MEMBRES
D'UNE MÊME FAMILLE
À TLEMSEN

Deux accusés placés en détention provisoire P. 5

BENI-ABBES

Un bus se renverse, 18 blessés P. 5

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE ARBITRALE

L'Algérie «surprise» par l'action unilatérale de l'UE

Lire l'article de A. Z. page 4



Ghaza

«La position européenne alimente le génocide »

Vendredi 651^e jour d'agression sioniste et 139^e jour de siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre la population civile, femmes et enfants, et des personnes à la recherche d'aides alimentaires.



Mohamed Mehdi

Le bilan du ministère de la Santé de jeudi fait état de 461 victimes, dont 94 martyrs et 367 blessés parvenus dans les hôpitaux de Ghaza lors des précédentes 24h (mercredi), soit au total 58.667 martyrs et 139.974 blessés, depuis le 7 octobre 2023.

Depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, le nombre de victimes s'élève à 7.843 martyrs et 27.933 blessés. Les massacres dans les « centres d'aide » israélo-américains se poursuivent. Lors des précédentes 24h les hôpitaux ont reçu 26 martyrs et 32 blessés, portant le nombre total de victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 877 martyrs et plus de 5.666 blessés, ajoute le document du ministère de la Santé de Ghaza.

Outre les victimes des bombardements, les Ghazaouis meurent de plus en plus de famine, au moment où le monde développé observe sans agir et les pays arabo-musulmans se contentent de dénoncer sans intervenir.

Hier, une alerte du ministère de la Santé de Ghaza a fait état d'un « nombre sans précédent de citoyens, de tous âges, souffrant de la faim (qui) arrivent aux urgences dans un état d'épuisement et de fatigue extrêmes ». Le communiqué avertit que « des centaines de personnes, aux corps émaciés, dépassant leurs capacités de résistance, risquent une mort certaine de famine ». Une source médicale de l'hôpital des

Martyrs d'Al-Aqsa a confirmé à Al Jazeera le décès d'une fillette âgée de 18 mois pour cause de malnutrition, à Deir al-Balah dans le centre de l'enclave. Ce cas porte à 67 le nombre d'enfants décédés de malnutrition, en raison du blocus total imposé par Israël, le « représentant de la civilisation occidentale » dans la région, selon un nouveau bilan du gouvernement de l'enclave qui affirme également que « le nombre de décès dus aux pénuries de nourriture et de médicaments s'élève désormais à 620 » depuis octobre 2023.

En outre, le directeur de l'hôpital Al-Shifa a affirmé, dans une déclaration à Al Jazeera, que « 17.000 enfants souffrent de malnutrition sévère » à Ghaza. « Les hôpitaux prennent en charge des centaines de personnes souffrant de faim et de malnutrition et présentant de graves symptômes. Nous manquons de lits, de médicaments pour ce nombre considérable. Nous traitons des patients souffrant de stress et de pertes de mémoire dues à une famine sévère ». De son côté, le directeur de la Société de secours médical de la bande de Ghaza a déclaré à Al Jazeera, que « les cas de malnutrition ont augmenté de plus de 20 % par rapport au mois dernier » et que le secteur de la Santé qui « a besoin de 10.000 unités de sang par mois, n'en fournit que 2.000 ».

Cette situation ne serait pas possible sans le consentement des puissances occidentales, dont l'Union européenne que le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza

Attaf reçoit son homologue sahraoui

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, jeudi au siège du ministère, le ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines de la République arabe sahraouie démocratique, Mohamed Yes-

lem Beïssat, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis « d'examiner les derniers développements de la question du Sahara Occidental à la lumière des efforts onusiens visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermi-

nation, conformément aux résolutions pertinentes de la légalité internationale issues de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité » des nations unies, ajoute le communiqué. Les deux ministres se sont concertés sur les principales questions posées au niveau de l'Union africaine (UA), précise le document.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'action humanitaire a perdu tout son humanisme depuis quel-

ques années, mais ces derniers mois elle trouve son tombeau au Moyen-Orient. On peut comprendre que les Américains refusent de soutenir les actions humanitaires dans des pays qui leur sont hostiles, selon les arguments de l'administration américaine, qui a gelé ses aides humanitaires depuis l'arrivée du président Trump à la Maison Blanche, mais on ne pourra jamais avaler la folie du gouvernement Netanyahu qui non seulement refuse d'apporter toute aide humanitaire aux populations palestiniennes pousse le bouchon plus loin encore on interdisant l'accès à Ghaza des aides humanitaires de la Communauté internationale, laissant périr des centaines de milliers de personnes par l'arme la plus odieuse qui soit, la faim.

Une monstruosité humaine, à l'échelle internationale, dont les conséquences peuvent exposer à tous les dangers l'avenir de l'humanité. Ne s'arrêtant pas là, Israël propage sa stratégie inhumaine à tout le Moyen-Orient, partout où sa suprématie ne trouve pas emprise totale. Le tour ces jours-ci est à la Syrie.

Un pays ravagé par une décennie de guerre et livré à la menace d'une partition de ses terres après le départ de Bachar El Assad.

La menace, la plus grande, vient d'Israël, qui a entamé sitôt la destruction de ce qui restait debout dans le décor d'un pays en ruine, en détruisant les défenses syriennes par le biais de raids aériens ciblant des infrastructures à Damas même, et en s'installant allègrement

Plan diabolique

dans la zone tampon du Golan, au mépris des accords conclus à propos de cette

région qui donne une supériorité militaire à celui qui en possède le contrôle. Israël est en train d'appliquer un plan diabolique pour diviser la Syrie en soutenant les Druzes dans un conflit alimenté par les israéliens contre les forces gouvernementales.

Dans cette région du sud de la Syrie, habitée par les Druzes, Souweida, on assiste à toute la noirceur des actions israéliennes visant le remodelage du Moyen-Orient. Israël a décidé de déployer une aide humanitaire aux Druzes dans la localité de Souweida, selon les déclarations du ministre israélien des affaires étrangères. Israël ne donne rien pour rien.

A Ghaza on torture des populations par la faim et à Souweida on envoie des colis alimentaires aux populations. Il ne faut pas être grand stratège pour comprendre ce qui se passe avec cette « action humanitaire » enveloppée d'un voile trop voyant d'hypocrisie. Et, Israël n'est que le bras d'autres puissances qui participent voire qui sont à l'origine de la mise en œuvre de cette stratégie inhumaine.

Enfin, on est arrivé au point où Israël dit accorder « une autorisation de 48 heures pour une entrée limitée des forces syriennes à Souweida ». Quelle souveraineté reste-t-il à la Syrie ? Et où sont les autres pays dont les dirigeants se sont bousculés aux portes de Damas après le départ de Bachar El Assad ? On garde le profil bas aujourd'hui devant Israël, qui donne le ton de ce que sera la Syrie.

considère « politiquement et moralement complice du crime de génocide commis par l'armée d'occupation ». « L'Union européenne a franchi toutes les lignes rouges en regardant la population de Gaza se faire massacrer et mourir de faim », affirme le gouvernement. L'Observatoire euro-méditerranéen des Droits de l'homme (Euro-Med Monitor) estime, lui aussi, que « la position européenne alimente le génocide dans la bande de Ghaza et perpétue l'occupation du territoire palestinien ».

JEUDI, L'ENTITÉ SIONISTE A BOMBARDÉ L'ÉGLISE SAINTE-FAMILLE À GHAZA

L'église de la Sainte-Famille à Ghaza a été ciblée par un raid israélien dans la matinée de jeudi, faisant 3 martyrs et plusieurs blessés. « Au moins trois personnes ont été tuées lors de l'attaque israélienne contre l'église de la Sainte-Famille à Ghaza, a annoncé, jeudi, le Patriarcat latin d'Al-Qods, ajoutant que « dix autres personnes ont été blessées, dont une est dans un état critique et deux dans un état grave ».

Parmi les blessés figure également le curé Gabriele Romanelli. Le patriarche a exhorté les dirigeants du monde entier à agir pour mettre fin à l'agression contre Ghaza.

« Le temps est venu pour les dirigeants de faire entendre leur voix et de faire tout le nécessaire pour mettre fin à cette tragédie, humainement et moralement injustifiée », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Deux des trois martyrs « ont été identifiés comme étant le concierge de la paroisse, âgé de 60 ans, et une femme de 84 ans qui recevait un soutien psychosocial sous une tente Caritas dans l'enceinte de l'église », rapporte Al Jazeera English citant l'association catholique « Caritas à Al-Qods ». Le cardinal Pierbattista Pizzaballa, patriarche latin de la ville d'Al-Qods, a déclaré à Vatican News : « Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'un char – l'armée israélienne affirme que c'est par erreur, mais nous n'en sommes pas certains – a frappé directement l'église, l'église de la Sainte-Famille, l'église latine ». Plusieurs réactions ont été enregistrées après cette attaque israélienne barbare, dont celle du chef de l'Église catholique romaine, le pape Léo-

nard de Vinci qui s'est dit « profondément attristé d'apprendre les pertes humaines et les blessés causés par l'attaque militaire » contre l'église de Ghaza, selon un télégramme signé en son nom par le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Vatican.

De son côté, le Hamas a condamné l'attaque israélienne contre l'église de la ville de Ghaza, la qualifiant de « nouveau crime commis contre des lieux de culte et des personnes déplacées innocentes », ajoutant qu'elle « s'inscrit dans le contexte de la guerre d'extermination généralisée contre le peuple palestinien ». Le ministère palestinien des Affaires étrangères a aussi condamné l'attaque contre l'église de la Sainte-Famille de Ghaza, connue sous le nom d'église latine, la qualifiant de « crime à part entière s'inscrivant dans le cadre du génocide » perpétré par Israël. Par ailleurs, selon un décompte établi par AJE, l'attaque israélienne contre l'église de la Sainte-Famille « est loin d'être un cas isolé ». Al Jazeera English dresse une liste de 5 attaques confirmées contre des églises de Ghaza depuis le 7 octobre 2023 faisant au moins 20 martyrs et plusieurs blessés.

Banque d'Algérie La nouvelle allocation touristique appliquée à compter de demain



El-Houari Dilmi

C'est officiel, la nouvelle allocation touristique d'un montant de 750 euros entre en vigueur dès demain dimanche.

En effet, une nouvelle instruction de la Banque d'Algérie fixant les montants et modalités d'octroi du droit de change pour voyage à l'étranger au profit des nationaux résidents, entrera en vigueur à compter du dimanche 20 juillet 2025, a indiqué jeudi la Banque dans un communiqué.

Appliquée conformément à la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'instruction a été signée jeudi par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, affirme la même source. Adoptée sous le numéro 05-2025, en application des articles 21 et 77 du règlement n° 07-01 du 3 février 2007 modifié, cette instruction fixe le droit annuel de change à l'étranger à 750 euros (ou équivalent en devise librement convertible) pour les personnes âgées de 19 ans et plus, et à 300 euros pour les personnes âgées entre 12 et moins de 19 ans, dans la limite de deux enfants par famille. Ce droit de change est attribué une seule fois par an, pour un séjour d'une durée minimale de sept (7) jours, et reste exclusivement réservé à son bénéficiaire, précise l'instruction, qui souligne que les dispositions de cette instruction ne s'appliquent pas pour les cas de voyages liés à l'accomplissement du Hadj. Le montant en dinars, calculé selon le cours de change

manuel de vente du jour de l'opération, doit être réglé au plus tard trois jours ouvrés avant la date du voyage, auprès des agences bancaires ou des succursales de la Banque d'Algérie, sur présentation d'un dossier comprenant, notamment, un passeport en cours de validité, un titre de transport aller/retour (ou quitance de voyage terrestre), ainsi qu'un visa valide, selon le cas. La délivrance du montant en devise est effectuée au niveau des points de sortie du territoire national, sur présentation du reçu de versement, du passeport et de la carte d'embarquement ou lors des formalités frontalières pour les voyageurs par voie terrestre. La Banque d'Algérie souligne que tout bénéficiaire d'un droit de change qui annule son voyage ou effectue un séjour effectif inférieur à sept jours doit restituer la totalité du montant perçu dans un délai de cinq jours ouvrés suivant son retour. En cas de non-respect, l'intéressé encourt la suspension du droit de change pendant cinq ans, assortie, le cas échéant, de poursuites pénales, conformément à la réglementation des changes. Le nouveau dispositif impose également aux banques de vérifier que le demandeur n'a pas déjà bénéficié d'un droit de change au cours des 12 mois précédents, et qu'il a effectivement voyagé à l'étranger s'il a perçu un droit de change lors de la période précédente.

L'instruction abroge toutes les dispositions contraires, notamment celles de l'instruction n° 08-97 du 28 août 1997, et prend effet à compter du 20 juillet 2025.

Ministère de la Communication Le nouveau Secrétaire général installé

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a procédé, jeudi, à l'installation de M. Slimane Aradj en tant que nouveau Secrétaire général du ministère en remplacement de M. Mokhtar Khaldi qui a été mis fin à ses fonctions.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de directeurs et responsables d'organes médiatiques sous tutelle, ainsi que de cadres et employés du ministère.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Communication a loué la compé-

tence et le parcours professionnel du nouveau Secrétaire général, ce qui lui permet, a-t-il dit, de «poursuivre les efforts institutionnels et parachever le processus de mise en œuvre des objectifs fixés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers ses engagements annoncés», mais aussi à «garantir le respect des règles professionnelles en les plaçant au cœur de la pratique médiatique».

Le ministre a, en outre, salué «la revitalisation de l'institution médiatique et les efforts visant à parachever les textes de l'arsenal juridique

du secteur», soulignant «la nécessité de redoubler d'efforts pour concrétiser la vision stratégique portée par le programme du président de la République dans ce domaine».

Pour sa part, le nouveau Secrétaire général du ministère a exprimé sa gratitude et adressé ses remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au ministre de la Communication, pour la confiance placée en lui pour occuper ce poste, assurant qu'il ne ménagerait «aucun effort pour donner au secteur l'apport escompté».

Raïna Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

Très bonne nouvelle !
Mme Leïla Aslaoui est officiellement nommée, par le Chef de l'Etat,

Leïla... et les autres !

La seconde : le 1^{er} juillet 2025, on a appris, par voie de presse, qu'un de nos plus anciens animateurs et gestionnaires d'un pan im-

portant de la Culture nationale, le cinéma (Il était une fois !) venait de recevoir une récompense internationale, le Prix Vittorio Boarini 2025, du nom du fondateur de la Cinémathèque de la ville italienne de Bologne. Un grand bonhomme qui a dirigé avec brio et fermeté, durant plusieurs décennies, la Cinémathèque algérienne sans jamais avoir ne serait-ce qu'un simple arrêté officiel de nomination. Suite à cela, il n'eut droit, me dit-on, qu'à une retraite au montant minable. Il s'agit de Boudj (Boudjemâa Karèche). Animateur, dès 1971, de la Cinémathèque algérienne, il a contribué à faire de la cinémathèque un «lieu de référence du cinéma dans son pays et une scène reconnue et appréciée dans le monde du cinéma international». Et, auteur d'ouvrages sur le cinéma.

Une très bonne nouvelle, disais-je, car cette désignation vient couronner, entre autres, une grande et belle carrière de magistrat et de ministre, aux idées claires et au caractère affirmé. Pour simple rappel, irréductible, elle fit le choix de quitter les Affaires publiques en 1994, en plein tumulte. C'est avec courage et dignité qu'elle affronta les épreuves liées à cette période particulière de l'histoire de l'Algérie indépendante. Elle sera ensuite présidente d'honneur et fondatrice de l'Association des victimes du terrorisme.

Donc, de l'expérience, de la compétence, de la capacité, de la conviction et écrivaine. Quoi de mieux, quoi de plus !

Mauvaises nouvelles ! La première: samedi 5 juillet 2025, une association nationale (agrée) regroupant des «Anciens» de la Culture et de l'Information a rendu hommage à un «grand» de la littérature nationale. Un grand ? Plutôt, un roi. Un bonhomme, moudjahid qui plus est, qui a enseigné (à l'Université) et écrit des dizaines d'ouvrages, de romans, d'essais, de poèmes, de pamphlets, de scénarii et j'en passe. Un bonhomme qui, depuis plus de six décennies, est publié à travers le monde, en français, en arabe et dans bien d'autres langues tout en résidant de manière permanente en Algérie et défendant toujours, bec et ongles, son pays et ses idées de progrès. Un intellectuel vrai et touche-à-tout, et modèle quasi-parfait du «veilleur à la haute tour» pour emprunter à M. Lacheraf. Mais, hélas, on a découvert lors de la cérémonie, qu'il n'a jamais, mais alors jamais, été honoré dans son pays. Tout juste, parfois, descendu en flammes. Il s'agit de...Rachid Boudjedra. . Une bibliothèque vivante. Un monument de la littérature algérienne et universelle.

Deux personnalités, deux personnages iconiques, deux destinées éminemment positives pour le pays, mais presque oubliées ou ignorées, leur discrétion et leurs silences n'excusant pas tout.

Voilà qui (re-)pose le problème de la reconnaissance, en temps réel ou légèrement décalé, de leur vivant et non très en retard ou pas du tout, des compétences intellectuelles de la Culture nationale, compétences prouvées par une production bien concrète et non par de simples discours.

Méconnaissance des œuvres? Oubli des personnes ? Ou, tout simplement, une certaine ignorance à l'endroit de tous ceux qui font «autrement» ou en «font trop» et, surtout, qui, en plus d'écrire, «parlent» trop, fidèles à leurs convictions sociales et/ou politiques profondes, sans pour autant s'en prendre, peu ou prou, à l'image du pays et aux constantes nationales. Patriotes à fond la caisse, ils n'ont jamais quitté le pays comme certains ! Mais, hélas pour eux, peut-être trop d'insoumission ?

Voyages par voie terrestre Le paiement à distance de la taxe sur les titres de transport lancé

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'un nouveau service de paiement en ligne de la taxe sur les titres de transport, via sa plateforme numérique dédiée au paiement des droits de timbre, «Tabioucom».

Ce service s'adresse aux détenteurs de passeports souhaitant voyager par voie terrestre ou ferroviaire vers les pays frontaliers. Il leur permet de s'acquitter à distance de la taxe applicable aux titres de transport, en utilisant la carte interbancaire (CIB) ou la carte Edhahabia, précise la même source.

La DGI indique que ce service est disponible 24h/24h et 7j/7j, et accessible via le lien suivant : <https://tabioucom.mf.gov.dz>.



Ouverture d'une procédure arbitrale L'Algérie «surprise» par l'action unilatérale de l'UE

A. Z.

La stratégie de l'Algérie visant la recherche d'une autonomie ou une souveraineté économique ne plaît pas à l'Union européenne (UE) qui s'est empressée à étaler son désarroi à travers le lancement d'une procédure arbitrale contre l'Algérie. Une décision prise par la Direction Générale du Commerce de la Commission européenne qualifiée de «hâtive» et d'«unilatérale» par l'Algérie, qui n'a pas manqué d'exprimer sa surprise face à l'ouverture de cette procédure arbitrale «ce qui est présenté comme étant des restrictions au commerce et à l'investissement, contraires à l'Accord d'association liant l'Algérie et l'Union européenne», selon les termes d'un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, rendu public jeudi dernier.

Suite à la notification de la décision en question aux autorités algériennes compétentes, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a adressé jeudi 17 juillet une lettre officielle à Madame Kaja Kallas, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et vice-pré-

sidente de la Commission européenne, ajoute la même source.

«Dans sa lettre, le ministre d'Etat a tenu à exprimer la surprise de la partie algérienne face à la décision européenne hâtive et unilatérale de clore la phase des consultations et de déclencher une procédure arbitrale, alors même que seules deux réunions de consultations ont été tenues sur une courte période de deux mois, et que six des huit contentieux soulevés par la partie européenne étaient en voie de règlement», signale le ministère.

M. Attaf a souligné que «rien dans l'évolution des consultations constructives et sereines ne justifiait une interruption aussi abrupte du dialogue, d'autant que la partie algérienne avait présenté des propositions concrètes sur les deux autres points de divergence, sans que celle-ci n'ait reçu une réponse formelle de la part de son homologue européenne». «En outre, M. Ahmed Attaf a mis en évidence le caractère unilatéral de la démarche européenne, qu'il juge contraire tant à l'esprit qu'à la lettre de l'Accord d'association, notamment ses articles 92 et 100. Il a en particulier regretté que la partie européenne semble avoir agi comme si le Conseil d'association, organe décisionnel central de l'Accord, n'existait plus», poursuit le communiqué.

«Le ministre d'Etat a rappelé que

c'est au Conseil d'association, et à lui seul, qu'il appartient d'apprécier les résultats des consultations et d'en tirer les conséquences. Or, ce Conseil n'a pas été convoqué depuis cinq ans, malgré les demandes instantes de la partie algérienne, privant ainsi les deux partenaires d'un cadre institutionnel important, dont la raison d'être est de garantir une évolution équilibrée de la relation bilatérale, d'une part, et d'assumer un rôle central dans le règlement des différends, d'autre part», déplore le ministère.

«Face à cette situation, et en sa qualité de président du Conseil d'association pour l'année en cours, le ministre d'Etat a demandé la convocation, dans les délais les plus rapprochés possibles, d'une session du Conseil d'association afin de permettre un examen global et équilibré de l'ensemble des préoccupations des deux parties, dans le respect du cadre juridique établi par l'Accord d'association», conclut le communiqué.

Notons que le mécanisme de la procédure arbitrale repose sur une expertise de trois arbitres, impliquant la désignation par l'Algérie de son représentant dans un délai de deux mois (l'UE a déjà choisi son représentant), alors qu'un troisième membre sera sélectionné par le conseil chargé de superviser le cadre de l'accord entre les deux parties.

Canicule La Protection civile appelle à la vigilance



La direction générale de la Protection civile a appelé, jeudi dans un communiqué, à suivre les mesures préventives pour éviter les effets de la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays.

Dans ce cadre, la population, en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants, est conviée «à éviter de s'exposer au soleil, à fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil et à provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure».

La Protection civile conseille, également, d'«éviter les endroits confinés, de baisser ou d'éteindre les lumières électriques et de se déplacer qu'en cas de nécessité, tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieures, tout en restant à l'ombre dans la mesure du possible».

Pour ceux qui doivent sortir, il leur est recommandé de «porter un chapeau, des vêtements légers (coton) et amples, de préférence de couleur claire», ajoute la même source.

Pour ce qui est des activités extérieures nécessitant des dépen-

ses d'énergie importantes (sports, jardinage, bricolage), la Protection civile exhorte les citoyens à les éviter, tout autant que les baignades dans des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau), ainsi que dans les plages interdites à cela.

Les consignes en question préconisent, en outre, d'aider les personnes dépendantes (nourrissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur proposant régulièrement de l'eau».

Les conducteurs n'ayant pas l'air conditionné dans leur véhicule, sont appelés à «éviter les longs trajets au cours de la journée, en les programmant la soirée ou la nuit et en prenant le soin de ne pas laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule».

S'agissant des personnes qui envisagent de fréquenter les espaces forestiers, la Protection civile recommande d'«éviter toute action pouvant être à l'origine d'un départ de feu».

Le numéro vert (1021) et celui d'urgence (14) sont mis à la disposition des citoyens, appelés à préciser, si nécessaire, l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace, conclut le communiqué.

Industries électroniques et électroménagères Début de l'élaboration du cahier des charges

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi, une rencontre ayant regroupé les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'industrie électroménagère et électronique et ce, en vue de mettre en place un groupe de travail chargé de l'élaboration d'un cahier des charges et d'un référentiel relatif à cette activité stratégique, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre de «l'approche participative et de concertation adoptée par le ministère de l'industrie pour l'organisation et la relance de plusieurs activités industrielles», ajoute la même source.

«Cette initiative de concertation, lancée par le ministère depuis plus de deux mois, tend à asseoir une véritable industrie électronique et électroménagère nationale, à travers le renforcement du

système de la sous-traitance locale et la réduction de la facture d'importation ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation, notamment vers les grands marchés africains», précise le texte.

Lors de cette rencontre, le ministre a écouté «les préoccupations des opérateurs économiques et professionnels, soulignant la nécessité d'accélérer le parachèvement du cahier des charges dans les meilleurs délais, en vue d'asseoir un cadre organisationnel clair et efficace pour soutenir et développer cette filière».

M. Ghrieb a affirmé que «le ministère continuera d'accompagner les opérateurs dans ce secteur stratégique en leur garantissant les conditions favorables au développement de leur activité et au renforcement de leur compétitivité, tant au niveau national qu'international», conclut le communiqué.

Clôture à Alger de la 44e AG de Shelter Afrique Appel à s'inspirer de l'expérience algérienne dans le domaine du logement

Les participants à la 44e Assemblée générale (AG) de la Banque de développement Shelter Afrique (ShafDB), tenue à Alger, ont appelé, au terme de leurs travaux, à s'inspirer de l'expérience algérienne dans le domaine du logement, notamment dans l'utilisation des matériaux de construction locaux et la diversification des mécanismes de financement.

A cette occasion, le Directeur général de la construction et des moyens de réalisation au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Réda Bouarioua, a indiqué que «les recommandations mettent en avant l'importance de reproduire l'expérience algérienne pionnière en matière de logement et d'urbanisme en l'adaptant aux spécificités de chaque pays», soulignant que la vision stratégique de l'Algérie repose sur le renforcement du partenariat intera-

fricain et la concrétisation d'une véritable dimension de développement au niveau du continent.

Les investisseurs et opérateurs économiques publics et privés présents se sont dits prêts à exporter l'excédent de la production algérienne en matériaux de construction vers les pays africains, grâce à l'autosuffisance enregistrée dans de nombreux matériaux, a fait savoir M. Bouarioua.

Les participants aux travaux de l'AG de la ShafDB ont discuté, trois jours durant (15-17 juillet), d'axes liés à la valorisation des matériaux de construction locaux, à la diversification des sources de financement et à la révision des cadres juridiques régissant l'habitat et l'urbanisme.

Pour rappel, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, avait présidé l'ouverture des travaux de cet-

te AG, placée sous le thème «L'autonomie et la souveraineté dans l'industrie du logement en Afrique : opportunités et défis», et ce, en présence de membres du Gouvernement et de la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine, Selma Malika Haddadi.

Shelter Afrique est une banque multilatérale de développement panafricaine, qui se consacre à la promotion et au financement de logements durables, au développement urbain et aux infrastructures connexes.

Shelter Afrique a été transformée en banque de développement lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à Alger en 2023. Elle fonctionne grâce à un actionnariat composé de 44 pays africains, de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Société africaine de réassurance (Africa Re).

Enseignement supérieur et recherche scientifique L'Algérie et l'Afrique du Sud renforcent leur partenariat

Un procès-verbal d'entente a été signé, jeudi à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation de la République d'Afrique du Sud, visant à renforcer le partenariat et la coopération bilatérale.

La cérémonie de signature, tenue au siège du ministère, a été présidée par les ministres des deux pays, M. Kamel Baddari et M. Blade Nzimande. Ce procès-verbal d'entente constitue une véritable feuille de route pour la période allant de 2026 à 2028.

A cette occasion, M. Baddari a souligné «la profondeur des relations his-

toriques et fraternelles entre les deux pays», insistant sur «la poursuite du renforcement de la coopération bilatérale, en bâtissant un pont de savoir, de recherche et d'innovation reposant sur la coopération scientifique et l'échange d'expériences entre les institutions universitaires des deux pays».

Pour ce faire, le ministre a exprimé la volonté des deux parties «de créer des projets de recherche conjoints dans des domaines prioritaires au niveau national, notamment l'intelligence artificielle, la sécurité alimentaire et la santé».

M. Baddari a annoncé, dans ce sens, l'organisation de visites périodiques entre les deux parties, en vue de «con-

solider les ponts de coopération, consacrer le principe de la diplomatie du savoir et remporter les paris de la concurrence internationale».

De son côté, M. Blade Nzimande a rappelé les «relations historiques profondes» entre les deux pays, saluant «le haut niveau atteint par l'université algérienne».

Il a également insisté sur l'importance du «partage d'expériences et d'expertises entre les établissements universitaires des deux pays, à travers l'intensification des visites bilatérales et la programmation de projets de recherche conjoints, afin de renforcer et d'élargir les perspectives de cette coopération».

Produits agricoles Vers de l'exportation de l'excédent de production

M. Aziza

Les pouvoirs publics œuvrent pour maintenir un équilibre entre la satisfaction de la demande intérieure et la valorisation de l'excédent de production à l'exportation.

C'est dans cette optique que le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig, a décidé avec les cadres de son département et d'autres secteurs de « mettre en place un mécanisme permanent de suivi périodique de la production nationale ». Et de « définir une méthodologie claire pour prendre en charge et orienter l'excédent de production vers l'exportation, en veillant à garantir l'équilibre du marché intérieur et la stabilité des prix, tout en permettant aux produits algériens d'accéder régulièrement et efficacement aux marchés extérieurs ». Plus particulièrement les produits agricoles et alimentaires.

Il a présidé une réunion consacrée à la révision de la liste des produits agricoles et alimentaires concernés par le gel de leur exportation, suite à l'excédent de production et à la disponibilité de plusieurs produits enregistrés durant cinq années consécutives. Lors de cette rencontre, tenue en présence des secrétaires généraux des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, et de l'Industrie, et de représentants de certaines filières professionnelles, il a été convenu de « mettre en place le mécanisme permanent de suivi périodique de la production nationale » .

Le but étant de prendre en charge et orienter

l'excédent de la production vers l'exportation. Tout en veillant à garantir l'équilibre du marché intérieur et la stabilité des prix.

Rezig a affirmé que l'excédent de production enregistré ces dernières années dans plusieurs produits agricoles et alimentaires, conjugué à la demande croissante de certains opérateurs économiques souhaitant exporter, « reflète la transformation positive de la dynamique de production nationale et sa capacité à se tourner vers les marchés extérieurs ».

Selon le ministre du Commerce extérieur, ces indicateurs « témoignent de la maturité de certaines filières de production », d'où la nécessité, a-t-il dit, de « mobiliser les efforts pour faciliter l'accès des opérateurs aux circuits d'exportation ». Bien évidemment, dans un cadre organisé tenant compte de la stabilité du marché national et soutenant une croissance économique durable.

A noter que durant ces dernières années, l'Algérie a mis l'accent sur l'autosuffisance alimentaire, notamment céréalière, avec des efforts pour faire augmenter la production des fruits et légumes. D'ailleurs, l'Algérie prévoit une augmentation de ses exportations en 2025 vers l'Afrique et les pays du Golfe.

Deux contrats ont été déjà signés avec la société saoudienne « Goddy » et deux entreprises algériennes pour l'exportation de la tomate cerise algérienne vers l'Arabie Saoudite durant cette année. Tout récemment, le ministre du Commerce extérieur a accordé l'autorisation officielle d'exporter des œufs de consommation, après l'excédent enregistré dans la production.

Des excuses officielles au Groupe Sonelgaz exigées L'ANIRA adressé un avertissement à la chaîne «El Heddaf TV»

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a adressé un avertissement officiel à la chaîne «El Heddaf TV», pour violation de la déontologie professionnelle et des dispositions du cahier des charges, ainsi que pour atteinte à la réputation du Groupe Sonelgaz, lui exigeant de présenter des «excuses officielles et publiques» afin de réparer le préjudice causé à l'image de cette entreprise à portée souveraine et économique». Dans son communiqué rendu public jeudi, l'ANIRA a précisé avoir reçu, en date du 24 juin 2025, une plainte officielle de la part du groupe Sonelgaz, actuel propriétaire du club Entente sportive de Sétif (ESS), dénonçant des propos jugés «attentatoires à sa réputation et à la dignité de ses responsables».

Ainsi, ces propos ont été tenus lors de l'émission «Belmakchouf» diffusée le 17 juin 2025 sur la chaîne «El Heddaf TV» et portaient sur «des propos diffamatoires et des moqueries publiques». En conséquence, l'Autorité a convoqué les responsables de la chaîne «El Heddaf TV» le 25 juin 2025, écouté leurs réponses orales et écrites et procédé à une «analyse objective» de l'émission objet de la plainte ainsi que des contenus récurrents dans certaines émissions sportives.

Elle a constaté ainsi «un dérapage verbal manifeste» de l'animateur de l'émission «Belmakchouf», avec des propos tels que: «La stratégie de Sonelgaz est administrative et ne correspond pas au football» et «Ce n'est pas un compteur électrique qu'on fait tourner vers le haut ou vers le bas», des expressions considérées, selon l'ANIRA, comme «un mépris attentatoire à l'égard de la nature de l'activité du groupe Sonelgaz et de sa position stratégique».

L'Autorité a affirmé que «ce dérapage im-

plique une sous-estimation implicite quant à l'expertise de Sonelgaz et de ses capacités de gestion» et que «toute atteinte à sa réputation ou dénigrement infondé contre sa direction constitue un dépassement des limites de la critique professionnelle et relève d'une attaque systématique». A cet égard, l'ANIRA a mis en garde contre le fait que «ces dépassements médiatiques, en ciblant de grandes entreprises nationales telles que Sonelgaz, risquent de ternir l'image de l'Algérie à l'international et de porter directement atteinte à la sécurité économique, compte tenu du rôle stratégique de cette entreprise en Afrique et au Moyen-Orient». Sur la base de ses éléments et après avoir «tenu compte de tous les aspects liés à cette affaire, l'ANIRA décide d'adresser un avertissement officiel à la chaîne « El Heddaf TV», pour «violation flagrante de la déontologie professionnelle et du décret exécutif 24-250 fixant les dispositions du cahier des charges générales imposables aux services de communication audiovisuelle».

Elle exige également de la chaîne de «présenter des excuses officielles et publiques au groupe Sonelgaz, afin de réparer le préjudice causé à la réputation de cette entreprise à portée souveraine et économique». «Soucieuse de protéger la liberté d'expression dans un cadre responsable, l'ANIRA appelle l'ensemble des services de communication audiovisuelle à faire preuve de responsabilité et de professionnalisme, notamment dans les émissions d'analyse traitant des entreprises nationales stratégiques».

Et elle réaffirme qu'elle «ne tolérera aucune pratique portant atteinte à l'intérêt suprême du pays», et de ce fait, exhorte les professionnels des médias et de la communication audiovisuelle à «ancrer une culture médiatique intègre».

Assassinat de 6 membres d'une même famille à Tlemcen Deux accusés placés en détention provisoire

Le juge d'instruction près le tribunal d'Ouled Mimoun relevant de la Cour de Tlemcen a ordonné le placement en détention provisoire de deux (2) accusés en détention provisoire, dans une affaire d'assassinat de 6 membres d'une même famille, a indiqué mercredi, un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, et concernant les faits liés au crime d'homicide volontaire avec incendie d'un logement appartenant à un tiers, perpétré contre une famille composée de six (6) membres, le procureur de la République près le tribunal d'Ouled Mimoun, informe l'opinion publique qu'en date du jeudi 10 juillet 2025, la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) d'Ouled Mimoun a reçu un appel téléphoni-

que signalant un incendie dans le domicile de la victime (M.M) situé à Beni Semiel. Dépêchés sur les lieux, les éléments de la GN ont constaté le décès de l'ensemble des membres de la famille: le père, la mère et leurs enfants, dont l'âge varie entre 62 et 4 ans", ajoute la même source.

"Au cours de la même journée, nous nous sommes rendus, en compagnie du commandant de la brigade territoriale de la GN d'Ouled Mimoun, du médecin légiste et des services de la police judiciaire compétents, sur les lieux du drame où les premières investigations ont révélé que les victimes ont reçu des coups de couteau sur les différentes parties du corps", ajoute le communiqué précisant qu'il "a été également établi que le domicile a été incendié par le criminel après avoir agressé physiquement les victimes, entraînant leur

décès". Sur la base d'informations parvenues à la police judiciaire et suite à des investigations approfondies menées sur ce crime, un suspect répondant aux initiales (Ch. M. R), âgé de 21 ans, a été interpellé, avec des preuves confirmant son implication dans les faits", précise le communiqué, soulignant que "son frère (Ch. F) a également été arrêté pour non-dénonciation de ce crime, malgré sa connaissance des faits", ajoute le communiqué. Après présentation, mercredi, des deux mis en cause devant le parquet de la République, "une enquête judiciaire a été ouverte à l'encontre des concernés pour les crimes d'assassinat, d'incendie volontaire des lieux habités et de vol avec port d'arme apparente contre le premier accusé, et pour délits de non-dénonciation de crime et de recel d'objets volés contre le deuxième accusé".

Beni-Abbes Un bus se renverse, 18 blessés

Dix huit (18) personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi à proximité de la commune de Ksabi dans la wilaya de Beni-Abbes, a-t-on appris des services de la protection civile (PC). Les éléments de la PC sont intervenus après le signalement d'un accident sur le tron-

çon sud de la RN-6A, à proximité de la commune de Ksabi (130 km au sud de Beni-Abbes), suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison Tindouf-Adrar a précisé le capitaine Abdelatif Achar. L'ensemble des victimes de cet accident ont été évacuées par les équipes d'intervention et de

secours de la PC, avec l'aide et la contribution des éléments de la Gendarmerie nationale, vers les centres de santé des communes de Ksabi et Ouled-Kho-deir, signale la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident.

Exploitation illégale de déchets médicaux dangereux Un réseau démantelé à Annaba

La brigade de protection de l'environnement du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Annaba a démantelé un réseau criminel activant dans l'exploitation illégale de déchets médicaux dangereux, a-t-on appris, jeudi, auprès de ce corps constitué. L'opération a été menée à la suite de l'exploitation d'informations faisant état des activités d'un groupe d'individus opérant dans le domaine de l'exploitation illégale des déchets médicaux dangereux, selon le chargé de communication du groupement, l'adjudant

Farid Kermiche. Le même sous-officier a ajouté que la surveillance d'un camion suspect portant une pancarte "déchets spéciaux dangereux", a donné lieu à l'inspection du véhicule dont la fouille a permis de découvrir qu'il était chargé de déchets médicaux transportés avec une autorisation expirée, à bord d'un camion dont le système de refroidissement était inopérant. L'adjudant Kermiche a souligné que les investigations menées sur le terrain ont permis d'inspecter une entreprise privée qui reçoit des déchets médicaux sans res-

pecter les conditions légales. Des fûts de pesticides périmés et des piles de déchets non traités y ont été saisis, en plus de camions stationnés, dont l'un était chargé d'organes humains (placenta) provenant d'un hôpital situé en dehors de la wilaya. Les enquêteurs, après extension de leur compétence à une wilaya voisine, ont pu confirmer que les déchets du centre d'enfouissement sanitaire de l'entreprise en question n'étaient pas traités, en violation flagrante de la législation en vigueur, selon la même source.

Bechar Plus de 336.000 capsules psychotropes saisies

Les services de Sûreté de la wilaya de Bechar ont démantelé un réseau criminel et procédé à la saisie de 336.500 capsules psychotropes et l'arrestation de deux (02) individus appartenant à ce réseau, indique vendredi un communiqué de ce corps constitué.

"Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé relatif au trafic illicite de psychotropes, les services de Sûreté de la wilaya de Bechar ont procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement d'un réseau criminel organisé avec la saisie de

336.500 capsules psychotropes de type Prégabaline et l'arrestation de deux individus appartenant à ce réseau", précise la même source. "Menée par les éléments la 3e Sûreté urbaine relevant de la Sûreté de wilaya, l'opération a permis l'identification des membres de ce réseau et l'arrestation du mis en cause principal, qui exploitait son domicile familial à Bechar pour stocker les psychotropes en vue de leur vente ultérieurement", ajoute le communiqué. La perquisition du domicile a permis, selon le texte, "la saisie

d'une quantité importante de psychotropes. Il a été procédé également à l'arrestation d'une deuxième mise en cause, à savoir une femme activant au sein du même réseau".

Supervisée par le Parquet territorialement compétent, l'opération s'est soldée aussi par la récupération de deux (02) véhicules utilitaires qui étaient utilisés dans les activités criminelles, ainsi qu'une somme d'argent en monnaie nationale de 450 millions de centimes issue des activités criminelles", détaille le communiqué.

Irak Un incendie fait plus de 60 morts dans un centre commercial

Un incendie qui a ravagé dans la nuit un centre commercial récemment ouvert dans l'est de l'Irak a fait plus de 60 morts, a annoncé le gouvernement jeudi, alors que des familles désespérées cherchaient encore leurs proches. De nombreuses victimes ont péri asphyxiées dans les toilettes, selon les autorités. Un habitant a raconté à l'AFP que cinq de ses proches étaient morts dans un ascenseur. Cet incendie, le dernier en date dans un pays où les normes de sécurité sont souvent ignorées, a éclaté mercredi soir, semble-t-il au premier étage du centre commercial Corniche Hypermarket Mall de Kut, à 160 kilomètres au sud-est de Bagdad, et s'est propagé à l'ensemble du bâtiment de cinq étages.

Les autorités ont ordonné une enquête sur les causes de l'incendie. Un survivant a affirmé qu'un climatiseur avait explosé. Plusieurs personnes ont déclaré à l'AFP avoir perdu des membres de leur famille qui étaient allées faire des courses et dîner dans le centre commercial, ouvert il y a quelques jours. Des images partagées sur les réseaux sociaux ont montré des gens, y compris des enfants, appelant à l'aide depuis le toit. Ali Kadhim, un homme de 51 ans, attendait désespérément, devant la façade noircie

du bâtiment, des nouvelles de son cousin, disparu avec sa femme et ses trois enfants. «Nous ne savons pas ce qui leur est arrivé», a-t-il confié, pendant que les secouristes fouillaient les décombres. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que l'incendie avait «coûté la vie à 61 citoyens innocents, la plupart morts asphyxiés dans des toilettes». Il a ajouté que 14 corps calcinés n'avaient pas encore été identifiés. La défense civile a secouru plus de 45 personnes piégées à l'intérieur du bâtiment, comprenant un restaurant et un supermarché, selon le ministère. L'agence de presse officielle, Ina, a cité une source médicale faisant état de 63 morts et 40 blessés. Un correspondant de l'AFP a vu des corps calcinés transportés à la morgue et des personnes en pleurs, attendant des nouvelles de leurs proches. Un homme, effondré au sol, se frappait la poitrine en hurlant de douleur.

«PAS PU NOUS ÉCHAPPER»

Nasir al-Quraishi, un médecin d'une cinquantaine d'années, a raconté qu'il avait perdu cinq membres de sa famille. «Nous sommes allés au centre commercial pour acheter à manger et échapper aux

coupures d'électricité à la maison», a-t-il déclaré. «Un climatiseur a explosé, le feu a éclaté et nous n'avons pas pu nous échapper». Moataz Karim, 45 ans, s'est précipité à minuit au centre commercial, où il a appris que trois de ses proches étaient portés disparus. Quelques heures plus tard, il a pu identifier deux d'entre eux, aux corps carbonisés, dont l'un avait commencé à travailler au centre il y a trois jours. «Il n'y a pas de système d'extinction d'incendie», a-t-il lancé avec colère. Les normes de sécurité sont souvent ignorées dans le secteur de la construction en Irak, un pays dont les infrastructures sont délabrées après des décennies de conflits. Les incendies et les accidents meurtriers y sont fréquents.

Le gouverneur de la province de Wasit, Mohammed al-Miyahi, a indiqué que les autorités engageaient des poursuites contre le propriétaire du centre commercial. «Cette tragédie (...) impose une révision rigoureuse de toutes les mesures de sécurité», a-t-il souligné. Le gouvernement a décrété trois jours de deuil national.

Le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a ordonné une «enquête approfondie» afin d'identifier les «lacunes» et de prévenir de nouveaux drames. Le Grand aya-



tollah Ali Sistani, la plus haute autorité de l'islam chiite en Irak, a présenté ses condoléances aux familles, tout comme plusieurs pays dont l'Egypte, la France et l'Iran.

Les feux se multiplient durant l'été à travers le pays, où les tempéra-

res avoisinent les 50 degrés Celsius. En septembre 2023, au moins 100 personnes avaient péri dans l'incendie d'une salle de mariage bondée. En juillet 2021, un incendie dans l'unité Covid d'un hôpital du sud de l'Irak avait fait plus de 60 morts.

Fin de sa présence permanente en Afrique de l'Ouest et centrale L'armée française quitte le Sénégal



L'armée française a mis fin jeudi à sa présence militaire permanente en Afrique de l'Ouest et centrale, lors d'une cérémonie solennelle et historique à Dakar où elle a officiellement restitué ses deux dernières installations militaires françaises au Sénégal. Ce retrait français, amorcé ces dernières années, intervient alors que la région du Sahel est confrontée à des attaques jihadistes croissantes et très meurtrières au Mali (dont une récente survenue tout près de la frontière sénégalaise), au Burkina Faso et au Niger.

La cérémonie de restitution a eu lieu jeudi matin à Dakar, capitale du Sénégal, qui accueillait des troupes françaises depuis son indépendance en 1960.

Une remise symbolique des clefs du camp Geille, plus grande installation militaire française au Sénégal, et de l'escale aéronautique militaire française à l'aéroport de Dakar, a été organisée entre le chef d'état-major des armées du Sénégal, le général Mbaye Cissé, et le général Pascal Ianni, à la tête du commandement de l'armée française pour l'Afrique, qui avait fait le déplacement. Depuis

2022, l'armée française a mis fin à sa présence permanente au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Gabon, où la base française s'est muée en «camp partagé» gabono-français axé sur la formation. Le Sénégal est resté après son indépendance l'un des alliés africains les plus sûrs de la France, ancienne puissance coloniale dominante en Afrique de l'Ouest.

«UN TOURNANT»

Mais les nouveaux dirigeants en fonction depuis avril 2024 ont promis de traiter désormais la France à l'égal des autres partenaires étrangers, au nom d'une souveraineté recouvrée. Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, arrivé au pouvoir avec un agenda de rupture, avait annoncé en novembre 2024 la fin, en 2025, de toute présence militaire française et étrangère sur le sol national. «Le Sénégal est un pays indépendant, c'est un pays souverain et la souveraineté ne s'accommode pas de la présence de bases militaires dans un pays souve-

rain», avait alors déclaré M. Faye. Il avait assuré qu'il ne s'agissait pas d'un acte de «rupture» et défendu un «partenariat renoué» avec l'ancienne puissance coloniale. Pour le chef d'état-major des armées du Sénégal, cette cérémonie jeudi marque «un tournant important dans le riche et long parcours militaire entre nos deux pays».

«Riche de leur héritage et fidèles à leurs principes, les armées sénégalaises s'engagent à œuvrer à la mise en place effective d'un partenariat efficace, équilibré, fondé sur le respect mutuel et la souveraineté de chaque partie», a-t-il relevé. Il a souhaité entre les deux armées une «coopération forte et vivante, au service de la stabilité, de la paix et du développement de nos pays respectifs». Le général Cissé a conclu son discours en souhaitant «un bon retour en France à tous (nos) camarades et leurs familles», avant de citer Antoine de Saint-Exupéry, qui vécut plusieurs mois à Dakar: «pour chaque fin il y a toujours un nouveau départ». De son côté, le général Pascal Ianni a souligné «la relation si spéciale et essentielle pour les pays de la

région» entre les armées française et sénégalaise, et s'est dit «fier du devoir accompli». «Nous opérons un changement structurel de notre présence, changement qui n'ôte rien aux sacrifices consentis hier par nos frères d'armes en Afrique pour nos intérêts respectifs, notre sécurité commune et des valeurs partagées lorsque la France est intervenue à plusieurs reprises à la demande de ses partenaires africains», a-t-il rappelé.

«AGIR DIFFÉREMMENT»

«Nous devons réinventer nos partenariats dans une Afrique dynamique dont la jeunesse porte beaucoup d'espoir, et cela passe par une vraie transformation de notre approche à l'égard des pays africains et de nos partenaires africains. Nous devons agir différemment et nous n'avons plus besoin de bases permanentes pour cela», a-t-il déclaré.

La France dispose toujours d'une base, à Djibouti, qui accueille 1.500 personnes. Paris souhaite en faire un «point de projection» pour les «missions» en Afrique, après le retrait de ses forces du Sahel. Ce jeudi marque la fin officielle des Eléments Français au Sénégal (EFS), qui comprenaient environ 350 militaires français ayant pour mission principale de conduire des activités de partenariat militaire opérationnel avec les forces armées sénégalaises.

Le retrait français du Sénégal s'est fait dans la concertation, dans un paysage sur le continent africain largement défiant sinon hostile envers la présence française. Face à la prise de pouvoir, par des putschs, de juntas devenues hostiles au Sahel, l'armée française déployée dans la lutte antijihadiste a dû plier bagage, de gré ou de force. Un député du parti au pouvoir au Sénégal (Pastef), Guy Marius Sagna, a vivement réagi jeudi, estimant que c'est le Sénégal «qui a mis fin à la présence de l'armée d'occupation française». «Bravo au président de la République Diomaye Faye ! Bravo au Premier ministre Ousmane Sonko. Bravo à Pastef ! Bravo aux patriotes ! La décolonisation continue», a-t-il lancé dans un message à la presse.

Changer pour ne pas changer Changement, transmission et (dis)continuité de l'expérience sociale

Par Derguini Arezki

2ème partie

APPROPRIATION (IN)APPROPRIÉE. HABITUDES ET SITUATIONS

Nous nous approprions le monde, il s'approprie de nous. *Il faut changer pour ne pas changer afin que notre appropriation d'un monde qui change puisse rester appropriée, durer et s'améliorer.* Nos habitudes ne sont pas des fins, elles ne doivent pas nous importer pour elles-mêmes (Tradition) mais pour la prise qu'elles nous assurent sur le monde. *Elles changent pour rester appropriées, pour rester pertinentes et assurer une prise de qualité sur le monde.* Dans une appropriation pertinente, de qualité, l'ancien change pour revivre et croître dans le nouveau.

Une transmission, une accumulation, une croissance du corps social peuvent avoir lieu. Inappropriées, les habitudes ne peuvent se renouveler, le monde s'approprie de nous, nous fragmente et disperse nos ressources. Nous subissons les situations au lieu de les agir. Nous réagissons aux événements au lieu de les inspirer.

La pratique rituelle, les habitudes sociales représentent l'héritage culturel d'une société. Il lègue aux nouvelles générations l'appropriation que les anciennes générations ont effectuée de leur situation dans le monde. Il transmet les significations qu'elles donnaient au monde et à leur présence dans le monde. *Les nouvelles générations doivent effectuer une appropriation pertinente à la fois de leur monde et de leur héritage. Ceci ne pouvant aller sans cela.* La pertinence de leur appropriation dépendra de l'appropriation personnelle de cet héritage par chaque individu (fonction de son interaction avec son environnement particulier dans chaque situation spécifique) et de sa contribution à une appropriation collective pertinente de la situation dans le monde. *Un héritage pertinent* signifie une appropriation pertinente du monde, sa pertinence autorise une accumulation et une croissance du corps social. Pour paraphraser Karl Marx, on pourrait dire que seule une «accumulation primitive» pertinente pourra permettre l'«élargissement» de l'accumulation.

Par nos habitudes nous nous approprions le monde, lui sommes appropriés. Nous sommes ce que sont nos habitudes. Elles règlent nos actions, nos interactions et transactions, nos appropriations du monde.

ACCUMULATION ET DISSIPATION

Nous devons admettre que nos habitudes sont de nature dissipative plutôt qu'accumulatives. Elles sont inappropriées à la progression du monde et de la société. Ainsi, nous prenons à la nature plus qu'elle ne peut nous donner, plus que nous ne lui donnons, et lui demandons toujours plus de matières et d'énergie. Nos habitudes sont d'un mauvais rapport à la nature. Nous prenons au monde plus de savoir que nous ne lui donnons et que nous ne pouvons conserver. Nos habitudes sont d'un mauvais rapport au savoir. Nous donnons à nos enfants sans leur apprendre à rendre. Nos habitudes manquent de réciprocité. Comment une telle famille, une telle société, un tel monde, peuvent-ils durer ? Dans le désordre, nous donnons sans recevoir, nous recevons sans donner : nous dissipons et nous nous dissipons. *Nous ne savons pas être dans ce que nous sommes* (situation de situations est la situation que nous sommes, les situations dans lesquelles est notre situation). Nous sommes des



habitudes et des situations. Une habitude est un fonctionnement dans une situation. Nous ne sommes pas ce que nous devrions être, un système d'habitudes intelligent ou plus exactement *un réseau dynamique d'habitudes partagées.*

Nous ne pensons plus ce que nous faisons, nous n'avons pas appris et nous n'avons pas le temps. Les vieilles générations se plaignent des nouvelles, leur mode de vie choque leurs habitudes. Elles ne se rendent pas compte que ces dernières n'ont pas de choix et qu'elles-mêmes ne font que ressentir la trahison de leurs habitudes. Leurs habitudes, elles ne savent pas comment elles pourraient les détacher de leur ancien contexte, comment elles pourraient les transformer pour prendre le nouveau monde. Elles n'ont pas pu préparer les nouvelles générations. Elles n'ont pas pu transmettre ce qu'elles savent du monde et de ce qu'il faut en faire.

Les anciennes générations ne pensaient plus leurs habitudes, elles n'en avaient plus le besoin. Les mêmes situations se répétant, les problèmes avaient toujours les mêmes solutions. Les habitudes remettaient toujours de l'ordre dans la situation. Elles avaient oublié la genèse de l'appariement de leurs habitudes à leur situation. Un appariement approprié et pertinent qui en faisait de pleines parties prenantes de la situation. On retrouve l'importance du processus d'habituation et de déshabitude dans la dynamique sociale, dont nous avons souvent parlé à la suite de Bernard Stiegler. Ce rapport cesse d'être approprié et pertinent avec les nouvelles situations. De nouvelles situations dont les anciennes habitudes ne font pas partie, auxquelles elles n'appartiennent pas. Avec l'irruption des premières que les secondes n'ont pas vues naître, qu'elles n'ont pas eu le temps d'appivoiser, elles ne pourront pas penser la différence de situations, elles ne pourront pas s'interroger sur leur impertinence et la manière de se corriger. La nouvelle situation ne prolonge pas l'ancienne, car elle n'est pas engendrée par l'ancienne, n'est pas l'ancienne devenue plus complexe, plus riche de nouvelles habitudes ; elle lui est complètement extérieure.

Ces nouvelles situations apporteront avec elles de nouvelles habitudes. Pour faire partie de la nouvelle situation de manière appropriée, il faudra que les anciennes habitudes s'approprient les nouvelles. Dans cette appropriation, ce qui s'approprie et ce qui est approprié, le sujet et le complément, ce qui comprend et ce qui est compris peuvent

s'inverser. Les anciennes habitudes peuvent s'effacer dans l'exercice des nouvelles.

Mais en s'effaçant, les anciennes habitudes laisseront les nouvelles habitudes «monter» la société. Ces habitudes établiront-elles une certaine harmonie sociale, une expérience partagée ou une disharmonie, une dispersion de la société ? Quelle place dans le monde aura une société qui lui a emprunté ses habitudes et tourne selon elles ? Ces habitudes pourront-elles prendre le monde de manière appropriée et pertinente ?

Les anciennes habitudes n'ayant pas réussi à s'approprier les nouvelles, les nouvelles n'ayant pas réussi à effacer les anciennes, elles peuvent subsister côte à côte dans des interactions dont la dynamique reste à définir.

Le colonialisme a imposé un système d'habitudes «moderne» à un système d'habitudes «traditionnel». Il a détruit le traditionnel et n'a établi le moderne que sur la population coloniale. Les sciences sociales ont prétendu que la désintégration de l'ancien système, la libération de ses éléments, était nécessaire à la composition du nouveau. Elles n'ont pas envisagé l'inverse même avec la décolonisation. La flèche du temps historique voulait que le progrès ne consiste pas à intégrer le nouveau dans l'ancien, mais la substitution du nouveau à l'ancien. Elles n'ont pas pensé les deux systèmes dans leur complémentaire substitution. Elles ne les ont pas envisagés l'un dans l'autre, les nouvelles habitudes dans l'ancien système d'habitudes, les anciennes habitudes dans le nouveau système d'habitudes, les habitudes travaillant le système et le système les habitudes. Elles ont rompu leur complémentarité avec pour résultat un nouveau système d'habitudes incohérent, incapable de s'établir et de se substituer à l'ancien, une société postcoloniale incapable d'établir son système d'habitudes. Ce qui ne veut pas dire qu'une minorité de la société n'a pas su donner sens aux nouvelles habitudes. Au contraire, sans cela, il aurait été impossible d'entretenir un système social d'habitudes incohérent. La stratégie occidentale de fragmentation du monde non occidental, celle israélienne de fragmentation du monde arabe, s'attachent à rompre ce système d'habitudes sociales incohérent.

CROYANCES ET HABITUDES

Comment définit-on une société ? Une tradition ? Un système d'habitudes et de croyances forme une machine sociale perfectible, une tradition vivante. Pour John Dewey^[1], les habitudes ne sont pas de simples automatismes, mais des dispositions acquises qui structurent notre manière d'agir et de penser. Les habitudes influencent nos attentes et nos interprétations, nous en attendons des résultats, elles postulent des préhensions. Ce qui conduit à la formation de croyances quant à ce qui est et sera. Dewey définit les croyances comme des conclusions provisoires issues d'une enquête (inquiry), c'est-à-dire d'un processus actif de résolution de problèmes face à une situation indéterminée. Lorsqu'une habitude est perturbée (par un événement inattendu), une réflexion critique émerge, menant à une nouvelle croyance ajustée.

Ainsi, les croyances ne sont pas figées : elles évoluent avec l'expérience et l'expérimentation. Les habitudes fournissent une stabilité pratique, tandis que les croyances, issues de l'enquête, permettent une révision des conduites lorsque le contexte change et que les habitudes s'avèrent inappropriées.

Une tradition, entendue comme un corps d'habitudes et de croyances se renouvelle en révisant ses croyances et en adaptant son système d'habitudes aux nouvelles circonstances. Une société sans tradition n'a pas de système d'habitudes. Il n'existe pas de société sans traditions. Une société composite (Paul Pascon^[2]) admet plusieurs systèmes d'habitudes, ces systèmes d'habitudes peuvent être antagoniques et complémentaires. Un ensemble social sans système d'habitudes complémentaires ne forme pas une société en mesure de diriger sa progression. Les habitudes ont tendance à faire système, elles ont tendance à se compléter, à se substituer, à donner une cohérence au comportement d'une société ou d'un individu. Quand elles se disputent un comportement, si elles ne se complètent pas et ne lui donnent pas un rapport approprié au monde, elles ruinent son sujet. Quand elles se disputent une société sans se compléter, elles la dispersent.

A suivre...

Notes :

[1] Human Nature and Conduct (1922) – Sur les habitudes. Logic: The Theory of Inquiry (1938) – Sur le rôle de l'enquête dans la formation des croyances.

[2] Paul Pascon, «La formation de la société marocaine», Bulletin économique et social du Maroc, 197 https://cinumedpub.mmsh.fr/besm/Pdf/120-121-01.pdf

Régularisation foncière 785 dossiers validés

J. Boukraa

Quelques 785 dossiers de régularisation du foncier agricole ont été validés sur un total de 974 présentés, selon le rapport conjoint présenté par la directrice de l'office national des terres agricoles (ONTA) et le directeur des services agricoles, lors de la réunion du conseil exécutif de la wilaya d'Oran, tenue le jeudi. Les 189 dos-

siers restants ont été rejetés après examen, selon la même source. La directrice de l'ONTA a souligné que tous les dossiers programmés ont été étudiés par la sous-commission, présidée par l'ONTA. Par ailleurs, 17 dossiers supplémentaires sont programmés pour étude au niveau de la commission de wilaya.

En ce qui concerne les demandes de cession du droit de concession, 35 dossiers ont été déposés, dont 10 sont ac-

tuellement à l'étude. Pour rappel, la commission de wilaya chargée de l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine de l'État a été installée début de ce mois. Cette installation concrétise les dispositions de l'instruction interministérielle conjointe n°02 du 1er juin 2025, visant à régulariser la situation du foncier agricole public dans le cadre d'une gestion plus rigoureuse et rationnelle des terres de l'État.

Les Planteurs 4,7 hectares récupérés après les opérations de relogement

Une superficie de 4,7 hectares a été récupérée à la suite de l'opération de relogement menée dans la zone à risque « Terrain Chabat », au quartier des Planteurs dans la commune d'Oran. En effet, à la suite du glissement de terrain qui a touché cette zone et qui a fait 4 décès de la même famille le 27 avril dernier, des expertises approfondies ont été menées par les ingénieurs des services du contrôle technique de la construction (CTC). Ces analyses ont permis de délimiter la zone instable, présentant un risque pour la sécurité des habitants. Le rapport technique a classé cette superficie de 4,7 hectares comme zone à risque. C'est sur la base de ces constats que les autorités ont déclenché une opération d'évacuation et de relogement d'urgence, avec l'objectif de préserver la vie des citoyens et de prévenir toute catastrophe future.

Au total 586 familles ont été relo-

gées dans des logements neufs, disposant de toutes les commodités nécessaires à une vie décente. L'opération de relogement s'est déroulée en trois phases, touchant exclusivement les habitations situées dans le périmètre défini par le rapport du CTC.

La semaine passée 159 familles concernées ont été relogées. Le jour du drame, 183 familles, dont les logements avaient été classés en danger imminent (1er degré), avaient été relogées en urgence. Une semaine plus tard, environ 250 autres familles occupant des habitations classées en péril modéré (2e degré) avaient également bénéficié d'un relogement. Ces familles ont été réparties sur les cités 2000 logements de Oued Tlélat et les 900 logements de Misserghine.

D'autre part les autorités réitérent leur engagement total à garantir la sécurité des citoyens, à prendre en charge uni-

quement les ayants droit, et à lutter fermement contre toute tentative de fraude ou de contournement des lois selon un communiqué de la wilaya. Et d'ajouter « les autorités de la wilaya ont décidé de prendre des mesures répressives et strictes à l'encontre de toute personne ayant tenté de profiter de cette situation d'urgence pour bénéficier indûment d'un logement, et ce, dans le but de préserver le principe d'équité et d'égalité des chances ».

Notons que dès la fin du relogement, une grande opération de démolitions des habitations précaires a été lancée. L'agence de gestion et d'organisation foncière urbaine a souligné que les travaux de démolition et de sécurisation du site se poursuivent, avec l'objectif de nettoyer intégralement la zone concernée, dans le respect strict des règles d'urbanisme et de sécurité publique.

J. Boukraa

Plus de 1000 infractions routières en une semaine



K. Assia

Le service de la voie publique relevant de la sûreté de la wilaya d'Oran a enregistré 1087 infractions routières, au cours de la période allant du 6 au 12 juillet. En effet, le renforcement du contrôle a permis de relever 159 infractions relatives à la pose du filtre teinté sur les vitres des véhicules et 210 infractions pour stationnement interdit. Les policiers ont enregistré, par ailleurs, 10 infractions d'entrave à la circulation, 44 infractions de non port de la ceinture de

sécurité et 52 autres pour utilisation du portable lors de la conduite.

Toujours dans le cadre de ces opérations qui visent à lutter contre la criminalité routière, les éléments de la sécurité routière ont relevé 38 infractions pour circulation sur le tracé du tramway. Les services concernés ont installé plusieurs dispositifs pour lutter contre ces pratiques dangereuses qui peuvent engendrer de graves accidents de la route.

Par ailleurs, 30 infractions pour non conformité des plaques d'immatriculation et 147 infractions pour non res-

pect des signalisations ont été relevées.

D'autre part, les mêmes services ont enregistré 18 infractions relatives à la circulation en sens interdit.

Parallèlement il a été constaté 77 cas d'infractions liées au non-respect de la vitesse limite.

Le décret exécutif 04-381 prévoit plusieurs amendes et sanctions à l'encontre des conducteurs dépassant les limitations de vitesses autorisées.

Notons que des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application "Allo chorta" sont mis à la disposition des citoyens.

Aïn El Turck La lutte contre l'exploitation illicite des plages se poursuit

90 chaises, 31 tables et 32 parasols installés illicitement ont été saisis, jeudi par les services de la sûreté de daïra de Aïn el Turck, lors d'une opération de contrôle lancée sur tout le littoral oranais. Celle-ci lancée en collaboration avec tous les acteurs intervenant dans cette lutte vise à garantir l'accès gratuit aux plages et à mettre un terme aux dépassements constatés.

Plusieurs procédures ont été engagées à l'encontre des contrevenants. En début du mois près de 1000 chaises, 243 tables et 151 parasols ont été sai-

sis en l'espace de 10 jours au niveau des plages relevant de la compétence des unités de la sûreté de daïra de Aïn El Turck. Celle-ci invite désormais les citoyens à signaler tout dépassement ou transgression de la loi en contactant le numéro vert le 1548, le 17 ou l'application allo chorta.

Selon les mêmes services, il a été procédé à l'assainissement de 80% des plages depuis Saint Roch jusqu'à Cap Falcon par les services de la sûreté de daïra de Aïn El Turck. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés

pour garantir la gratuité des plages et sécuriser les biens et les personnes.

Plus de 7 dossiers ont été transmis à la justice pour exploitation illicite des plages. Il y a lieu de noter que 30% des plages ont été cédées en concession après l'élaboration d'un cahier de charges par la direction du tourisme. Celui-ci définit les conditions et les critères devant être remplis pour l'exploitation de ces plages dans un cadre légal bien défini. Et toute infraction peut conduire à la résiliation du contrat de concession.

K. Assia

Conférence régionale sur la formation et l'enseignement professionnels

La complémentarité pédagogique, l'insertion des diplômés et la formation des formateurs ont constitué les principaux axes de la Conférence régionale (Ouest) sur la formation et l'enseignement professionnels, organisée jeudi à Oran. Cette rencontre qui a réuni les directeurs, responsables et cadres du secteur des wilayas d'Oran, Sidi Bel-Abbès, Mascara, Relizane, Mostaganem, Tlemcen, Tissemsilt, Tiaret, Aïn Temouchent et Saïda, a permis un échange d'expériences visant à renforcer la complémentarité pédagogique entre ces wilayas, dans l'objectif d'adapter l'offre de formation aux exigences du marché de l'emploi et de soutenir l'économie nationale par des compétences qualifiées.

A ce propos, le président de la conférence-séminaire, directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Oran, Noureddine Aïmar, a indiqué que cette rencontre vise essentiellement à débattre et à faire évoluer la politique de formation et d'enseignement professionnels afin d'en améliorer la qualité à travers l'évaluation des programmes actuels et la proposition d'améliorations.

Il a ajouté que l'objectif est également de répondre aux besoins du marché du travail en coordonnant les efforts entre les établissements de formation et les secteurs économiques, en renforçant le partenariat avec les secteurs public et privé pour assurer l'adéquation des compétences avec les exigences professionnelles, tout en abordant les principaux défis du secteur. Le séminaire a aussi été l'occasion de discuter du développement de politiques adaptées aux spécificités économiques et sociales de chaque région, avec un partage des ressources pédagogiques entre les établissements du secteur dans les différentes wilayas de l'ouest du pays, a fait observer le même responsable. Lors de cette rencontre, les directeurs de la Formation et de l'Enseignement professionnels ont exposé la situation du secteur dans leurs wilayas respectives, ainsi que les possibilités et les domaines de coopération avec les autres wilayas. Le séminaire s'est articulé autour de plusieurs ateliers thématiques portant sur la présentation des bilans de wilayas, le partage des ressources et la mobilité des stagiaires, ainsi que la formation des formateurs et la qualité.

Un dealer écroué Plus de 3 kg de kif et 1531 comprimés psychotropes saisis

Une quantité de 3 kg et 430 gr de kif traité et 1531 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg ont été saisis, par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté d'Oran. L'exploitation des informations a révélé qu'un individu utilisait son domicile pour stocker et écouler la drogue. Ainsi et une fois, le pro-

curateur de la république près le tribunal avisé, un plan a été mis en place et a permis d'identifier le suspect et de l'arrêter. La perquisition effectuée dans son habitation a donné lieu à la saisie de 1531 comprimés psychotropes et 3 kg et 430 gr de kif. Le mis en cause a été présenté au tribunal d'Es-Sénia et placé sous mandat de dépôt.

K. Assia

Oued Tlelat Une femme blessée dans une explosion de gaz

Une femme âgée de 51 ans a été gravement blessée suite à une explosion de gaz, survenue jeudi après-midi, dans une habitation située à douar El-Mehdia, commune de Oued Tlelat, dans la daïra de Tafraoui. Selon la protection civile l'explosion, suivie d'un incendie à l'intérieur de la cuisine, a été

causée par une fuite de gaz provenant d'une bonbonne, au rez-de-chaussée d'un bâtiment de type R+1. La victime, souffrant de brûlures au second degré, a été prise en charge par les agents de la protection civile avant d'être évacuée vers l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires.

J.B.

Mers El Hadjadj Cinq blessés dans une collision

Cinq personnes ont été blessées, jeudi, dans un accident de la circulation survenu au niveau de la Route Nationale n°11, en direction de Mostaganem, à hauteur de la commune de Mers El Hadjadj, daïra de Bethioua. Il s'agit d'une collision entre un camion semi-remorque et un minibus de transport de voyageurs assurant la liaison Oran-Mostaga-

nem. Les blessés, de différents âges et des deux sexes, ont été pris en charge par les éléments de la protection civile. Ils ont reçu les premiers secours sur place avant d'être évacués vers l'hôpital pour des examens et soins complémentaires. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Yahiaoui Mustapha, 69 ans, Maraval
Belkhaïr Yamina, 56 ans, Témouchent
Merad Badia, 89 ans, Saint-Hubert

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 moharram 1447

El Fedjr 04h16	Dohr 13h09	Assar 16h58	Maghreb 20h23	Icha 21h57
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Mascara

Plus de 131 ha de foncier non exploité récupérés

Une superficie de 131,12 hectares de foncier non exploitée, initialement destinée à l'investissement privé, a été récupérée dans la wilaya de Mascara, entre le début de l'année 2024 et la fin du premier semestre de 2025, a annoncé, jeudi, le wali Fouad Aïssi.

Lors d'une rencontre d'information interactive placée sous le thème "l'investissement comme levier économique, engagements et perspectives", le même responsable a indiqué qu'une opération d'assainissement complète du foncier industriel a été lancée depuis le début de l'année dernière, aboutissant à la récupération de 505 lots de terrains non exploités, qui seront destinés à des investisseurs sérieux. Par ailleurs, M. Aïssi a évoqué les atouts de la wilaya dans le domaine de l'investissement, notamment,

un parc industriel à Oggaz d'environ 100 hectares, trois zones industrielles dans les communes de Mascara, Sig et Mohammadia, d'une superficie totale de 328 hectares, regroupant 339 lots, ainsi que 12 zones d'activités réparties à travers les différentes communes de la wilaya, couvrant plus de 100 hectares. Il a souligné que Mascara est une wilaya prometteuse en matière d'investissement grâce à ses ressources naturelles, humaines et économiques variées, en particulier dans le secteur agricole, qui constitue l'un des piliers majeurs du développement local. Cela ouvre d'importantes perspectives pour les investissements dans l'agro-alimentaire. Le wali a également encouragé les investisseurs à explorer les opportunités dans les domaines du tourisme rural et écologique, ainsi que les services.

A cette occasion, le Directeur de l'industrie, Raouf Dagmane, et le Directeur du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, Mohamed Amine Benchennoun, ont présenté un exposé mettant en lumière les capacités de la wilaya à attirer des projets ainsi que les nouvelles lois et mesures incitatives mises en place pour encourager l'investissement.

La rencontre a également été l'occasion pour le wali d'écouter les préoccupations de plusieurs investisseurs privés, s'engageant à y apporter des solutions dans "les plus brefs délais".

Cette rencontre a été organisée par les autorités locales, en présence de chefs de daïras, d'élus locaux, de directeurs exécutifs, d'organismes liés à l'investissement, ainsi que d'investisseurs et de chefs d'entreprises privées.

Saïda

Près de 80 familles relogées à Ouled Khaled

Des familles occupant des habitations précaires dans la commune de Ouled Khaled ont été relogées jeudi dans de nouveaux logements, a indiqué le chef de daïra de Sidi Boubekeur, dont relève cette commune. Said Mansouri a souligné à la presse, en marge de l'opération de démolition de ces habitations précaires, que 77 familles issues des quartiers 128 Logements, la gare ferroviaire et Daâilil, dans la commune d'Ouled Khaled, ont été relogées dans la région d'El Mathnia, relevant de cette collectivité locale.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour l'opération de relogement de ces familles. Il a été procédé également à la démolition des habitations précaires. Les terrains récupérés seront affectés à la réalisation de projets publics, ajoute le responsable.

Le responsable a révélé, aussi, qu'une opération similaire sera mise en œuvre dans les prochains jours, en vue de reloger 19 familles occupant des habitations précaires à Daâilil, dans de nouvelles habitations à El Mathnia.

Bordj Badji-Mokhtar Plus de 300 tonnes de déchets enlevées

Plus de 300 tonnes de déchets solides et décombrés ont été enlevées du lit d'Oued Essed, à Bordj Badji-Mokhtar, dans le cadre d'une campagne de protection de l'environnement, a-t-on appris jeudi de l'entreprise locale Bordj-Net-Com.

Retenue dans le cadre d'un programme de nettoyage et de lutte contre la pollution de l'environnement, en prévision de la saison des pluies, cette campagne, visant à améliorer le cadre de vie du citoyen, porte sur l'éradication des "points noirs" obstruant le cours de l'Oued.

Pour les besoins de cette opération, il a été procédé à la mobilisation de six (6) camions à benne-tasseuse, trois engins chargeurs et deux excavatrices, en plus de la mise en place de six (6) grandes bennes le long

des berges de l'Oued pour contenir les débris obstruant le cours de l'Oued et constituant une source de risque aussi bien sur l'environnement que la santé publique.

Ainsi, un total de 315 tonnes de déchets solides ont été enlevées en l'espace de deux jours seulement, selon les responsables de Bordj-Net-Com qui assurent que l'opération se poursuivra durant les prochains jours.

Par souci de protection des quartiers riverains d'Oued-Essed, l'entreprise a appelé les citoyens à exploiter les bennes à ordures et à éviter le dépôt anarchique des déchets sur les berges et dans le lit de l'Oued, estimant que la responsabilité de préservation de l'hygiène du milieu incombe à tous, citoyens et entreprises.

Saïda

Deux centres de stockage de céréales livrés en septembre

Deux centres de proximité de stockage de céréales seront réceptionnés dans la wilaya de Saïda en septembre prochain, a annoncé jeudi le wali, Amoumène Mermouri.

Les travaux de réalisation de ces deux infrastructures dans les communes de Aïn Sekhoua et Hassasna, avancent à un "rythme soutenu", a indiqué le même responsable dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection dans la daïra de Hassasna.

Il a ajouté que six autres centres de proximité de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, sont en cours de réalisation dans la wilaya, et devront être livrés avant la fin de l'année 2025.

Une enveloppe financière de plus de 941 millions de DA a été allouée pour la réalisation de ces pro-

jets à dimension stratégique, selon les explications fournies par des cadres de la direction des Equipements publics.

Le wali a inspecté les chantiers des deux centres, dont l'état d'avancement est de 50 et 55% respectivement, insistant sur la nécessité de renforcer les chantiers en main-d'œuvre pour les livrer dans les délais impartis.

Par ailleurs, il a visité à Aïn Skhoua, le projet de revêtement du stade communal en gazon synthétique.

A Hassasna, il a supervisé la mise en service d'un réservoir de gaz propane au profit de deux familles au village de Lekraa et a inspecté les travaux d'aménagement d'un tronçon de la route nationale RN92 reliant Saïda à Tiaret sur 12 km, dont l'achèvement est prévu dans trois mois.

Le corps d'un enfant repêché d'un bassin d'irrigation

Belkecir Mohamed

Né voyant pas leur fils âgé de 12 ans rentrer à la maison, les pa-

rents et les proches ont déclenché des recherches. Par la suite, une équipe de plongeurs de la protection civile a repêché le corps de l'enfant d'un bas-

sin d'irrigation situé au douar "Ouahrani" dans la région de Zahana. La dépouille de la victime a été déposée à la morgue de l'hôpital.

Chlef

Une ferme de tilapia rouge bientôt créée

Le secteur de l'aquaculture de la wilaya de Chlef sera bientôt renforcé par une nouvelle ferme spécialisée dans la production de tilapia rouge, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la pêche et de l'aquaculture.

Le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Hocine Melikeche, a indiqué à l'APS que le secteur de la pêche sera bientôt renforcé par une ferme de tilapia rouge à El Guelta, composée de douze (12) bassins d'une capacité de production de 40 tonnes par an.

Le responsable a ajouté que l'étude du projet était terminée et que les mesures restantes étaient en cours de mise en œuvre. La direction de la pêche et de l'aquaculture œuvre à assurer l'accompagnement technique de ce projet afin de le faire aboutir et de promouvoir ce secteur, selon la même source.

Concernant l'intérêt des investisseurs et des agriculteurs pour ce secteur, M. Melikeche a indiqué que sa direction travaillait en coordination avec la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture pour sensibiliser ces groupes et enregistrer les personnes souhaitant bénéficier de cours de formation dans ce domaine.

Dans le cadre de la mise en œuvre



du Programme économie bleue, qui vise à renforcer la compétitivité des communautés côtières et des secteurs stratégiques, ainsi qu'à soutenir les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, les mêmes services ont récemment organisé des journées de formation à l'intention des professionnels de la pêche maritime de la commune de Marsa et de la région d'El Guelta.

Il est à noter que la wilaya de Chlef affiche un dynamisme remarquable dans le secteur de l'aquaculture marine le long de la bande côtière, tout en cherchant à promouvoir l'aquaculture d'eau douce afin de diversifier les ressources halieutiques, et à orienter les investissements locaux vers la fabrication d'intrants pour le secteur de la pêche, selon les responsables du secteur.

Naâma

Intoxications alimentaires : comment éviter le pire ?

La direction du Commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Naâma intensifie ses campagnes de sensibilisation pour protéger les consommateurs contre les intoxications alimentaires, en particulier en cette saison estivale, a indiqué, jeudi, le directeur du secteur, Benarfa El-Hachemi.

Ces campagnes, organisées sous le slogan "ensemble pour un été sans intoxications alimentaires", se poursuivront durant l'été, et visent à fournir des conseils pratiques et à sensibiliser le public aux dangers des intoxications alimentaires causées par une mau-

se conservation, préparation, ou exposition des denrées périssables, notamment en période de forte chaleur, précise M. Benarfa.

Ces actions sont entreprises à l'initiative de la direction du Commerce, en coordination avec les directions de la Santé et de la population, des Affaires religieuses, et la Protection civile, ainsi que plusieurs associations locales de défense des consommateurs, selon le même responsable. Le programme élaboré dans ce cadre comporte des sorties de contrôle des commerces, restaurants, et points de vente de plats rapides, boissons et glaces,

ainsi que l'organisation de caravanes de sensibilisation, des journées d'étude, des expositions de photos et d'affiches, des spots de prévention, et prodiguer des conseils aux citoyens dans les espaces publics, places et mosquées, entre autres, a-t-on ajouté. De son côté, le spécialiste en nutrition Islam Berzouata de l'hôpital "les frères Rahmani" de Mécheria, a souligné l'importance du strict respect des consignes préventives notamment laver les fruits et légumes avant consommation, vérifier les dates de péremption, respecter la chaîne du froid, afin d'éviter les intoxications alimentaires.

Oum El Bouaghi Un nouvel hôpital de 240 lits inauguré à Ain M'lila

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, en visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'Oum Bouaghi, a inauguré, jeudi à Ain M'lila un nouvel hôpital de 240 lits baptisé du nom du martyr Mostefa Benboulaïd.

"Le nouvel hôpital d'Ain M'lila est une grande réalisation répondant aux normes internationales qui assurera des prestations aux plans local et régional", a indiqué le ministre, dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration de cette structure sanitaire qui

a nécessité un investissement public de 4,5 milliards de dinars.

Après avoir évoqué les équipements médicaux modernes dont dispose cet hôpital, et le personnel médical qui lui est affecté, dont 108 médecins spécialistes, M. Saihi a affirmé que ce nouvel établissement public hospitalier, ainsi que les autres structures en cours de réalisation ou d'étude, feront d'Oum El Bouaghi "un pôle sanitaire d'excellence". Le ministre de la Santé a ajouté qu'Oum El Bouaghi a bénéficié des engagements du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'agissant du service dû aux citoyens dans le domaine de la santé par, notamment, la création de pôles de santé, avant de rappeler, à ce propos, que 603 établissements de santé ont été réalisés en Algérie depuis 2020.

Au cours de sa visite, M. Saihi a inspecté plusieurs établissements de santé publics et privés, à l'instar des hôpitaux Salah-Zerdani et Ibn Sina, au chef-lieu de wilaya qui ont bénéficié d'opérations de réhabilitation de plusieurs de leurs services.

Mila L'hôpital se dote d'un scanner

B. Bousselah

L'EPH Frères Maghlaoua a été renforcé par un appareil d'imagerie médicale, a-t-on appris auprès du chargé de la gestion de la direction de la santé et de la population (DSP), Abdelhafid Louifi.

Cet équipement va améliorer

l'accès aux soins pour tous, en externe comme en interne, souligne ce responsable.

Ce scanner a été financé sur budget de wilaya dans le cadre des efforts entrepris pour l'amélioration des soins et d'éviter le déplacement des patients d'un hôpital à un autre. L'équipement sera mis en service

au courant du mois de septembre prochain.

Selon la même source, l'hôpital de Oued Athemania sera également doté d'un scanner au courant de l'an 2025. Une fois acquis, cet équipement permettra aux cinq hôpitaux de la wilaya d'avoir chacun son propre scanner.

Constantine L'Université des frères Mentouri classée patrimoine national

L'Université des frères Mentouri (Constantine 1) a été classée patrimoine national, consacrant ainsi la valeur historique et architecturale de ce prestigieux édifice d'enseignement supérieur, a annoncé jeudi son recteur, Ahmed Bouras.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce classement par le ministère de la Culture et des Arts vient consacrer la dimension architecturale unique de cette université, œuvre du célèbre architecte brésilien Oscar Niemeyer (1907-2012).

M. Bouras a souligné que ce temple du savoir est "l'un des monuments architecturaux modernes les plus remarquables d'Algérie, alliant

modernité et identité locale dans un ensemble harmonieux". Pour rappel, l'Université des frères Mentouri de Constantine accueille les étudiants depuis septembre 1971.

Parmi ses bâtiments les plus remarquables, figurent la tour administrative s'élançant sur 28 étages et symbolisant une calculatrice, la bibliothèque centrale de forme circulaire, un grand auditorium figurant un livre ouvert, et la Faculté des lettres réalisée en longueur pour représenter une règle.

Le classement au patrimoine national de ce phare du savoir est "une reconnaissance de sa symbolique scientifique et culturelle, et de son héritage académique étalé sur plusieurs décennies et constituant

un atout pour la ville de Constantine et l'Université algérienne", a encore indiqué le même responsable. Selon M. Bouras, ce classement "devrait contribuer à assurer la protection de ce joyau architectural et le qualifie à faire l'objet d'initiatives de restauration et de valorisation à même de garantir la préservation et son authenticité pour les générations futures".

Le recteur de l'Université a également déclaré que ce classement "pourrait encourager davantage d'études universitaires sur l'héritage architectural moderne en Algérie, en particulier les créations d'Oscar Niemeyer qui a marqué de son empreinte plusieurs édifices emblématiques du pays".

Batna Cinq collectivités retenues pour le projet «Communes vertes 2»

Cinq collectivités de base de la wilaya de Batna ont été retenues au titre du projet "Communes vertes 2", inscrit dans le cadre du programme de coopération entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a indiqué jeudi le directeur de l'administration locale, Toufik Abdelali. Le projet vise à soutenir les communes afin qu'elles promeuvent l'utilisation des énergies renouvelables, améliorent l'efficacité énergétique, rationalisent la consommation d'énergie et encouragent toutes initiatives dans ce cadre, a pré-

cisé le responsable, rappelant que six (6) wilayas ont été choisies comme modèles, à savoir Batna, Bejaia, Biskra, Sidi Bel-Abbès, Tlemcen et Guelma.

La sélection des cinq communes de Batna, bénéficiaires de ce projet, en l'occurrence Batna, Tazoult, El Madher, Ain Touta et Arris, leur permettra, selon M. Abdelali, de renforcer leurs performances dans le domaine de l'optimisation de la consommation d'énergie, en adoptant des solutions environnementales efficaces à même de conduire à réduire la consommation des énergies traditionnelles en s'appuyant davantage sur les énergies renou-

velables. Tous les moyens nécessaires seront mis en place, localement, en coordination avec les différents partenaires, afin d'assurer le succès de ce projet et de faire des cinq communes en question un modèle à suivre pour le reste des communes de Batna, a assuré le directeur de l'administration locale, avant de mettre en avant les efforts locaux en matière d'utilisation des énergies renouvelables, à l'exemple de l'installation de 810 points lumineux alimentés par l'énergie solaire, sur un linéaire de 18 km sur la rocade nord reliant la ville de Batna à la zone de Lamberidi dans la commune d'Oued Chaâba.

Skikda Une centaine de familles relogées à Ramdane Djamel

Pas moins de 98 familles qui résidaient dans des habitations précaires dans plusieurs quartiers de la commune de Ramdane Djamel ont été relogées jeudi dans des appartements neufs sous la supervision des services de la wilaya de Skikda. L'opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions a concerné

des habitants des cités Bezghaïa, Djisr El forsane et Chouhada ainsi que des constructions précaires à proximité de Oued Safsaf.

Dans une déclaration à l'APS à l'occasion, la cheffe de daïra de Ramdane Djamel, Mme Souheila Tebina, a indiqué que l'opération a été marquée par la mobilisation des

moyens matériels et humains nécessaires de plusieurs directions et entreprises publiques de wilaya.

Dès la fin de l'opération de relogement, les autorités locales ont entamé la démolition des habitations précaires pour en récupérer les terrains et les exploiter pour de futurs projets, a-t-on indiqué.

Bouira L'eau de Tilesdit pour sécuriser l'alimentation de 14 communes

Des essais techniques ont été menés jeudi à Bouira avant la mise en service d'un projet visant à sécuriser et à renforcer l'approvisionnement en eau potable (AEP) de 14 communes de la wilaya à partir du barrage de Tilesdit, a-t-on appris auprès des services de l'Algérienne des Eaux (ADE).

Les communes concernées par ce projet sont notamment Dirah, Sour El Ghoulane, Hadjra Zerga (sud), Ain Bessam, Ain Laâlouï, Ain Lahdjar, Raou-raoua, Khabouzia, Souk Lakhamis et El Mokrani (ouest), insuffisamment alimentées à partir du barrage de Koudiet Acredoune, selon les détails fournis par le directeur de l'ADE, Hakim Lacen. "Ce projet, pour lequel une enveloppe budgétaire de 450 millions de DA a été allouée, a consisté à réhabiliter une ancienne station de traitement d'eau du barrage de Tilesdit", a-t-il précisé, signalant que "le projet, concrétisé en 12

mois, a également permis de réaliser un réseau d'interconnexion afin de raccorder les communes susmentionnées au système de grands transferts et de renforcer l'approvisionnement en eau potable, notamment en cette période estivale".

Selon M. Lacen, un volume global de 15.000 m³/j d'eau potable est désormais mobilisé pour sécuriser l'alimentation en eau potable de ces 14 communes du sud et de l'ouest de la wilaya de Bouira. Par ailleurs, lors d'une réunion tenue mercredi avec les différents services concernés, le wali de Bouira, Abdelkrim Laâmourï, avait donné des instructions fermes aux responsables du secteur pour qu'ils œuvrent à la levée de toutes les contraintes techniques et administratives afin de lancer "le plus tôt possible" le projet de raccordement de la wilaya de Bouira à l'usine de dessalement d'eau de mer de Béjaïa.

Sétif Saisie de 9.000 euros non déclarés à l'aéroport



Les agents de l'inspection principale de contrôle des voyageurs au niveau de l'aéroport international "8 mai 1945" de Sétif ont saisi une somme d'argent en devise non-déclarée de 9.000 euros, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de la Direction régionale des douanes.

Le communiqué a précisé que l'opération s'inscrit dans le cadre de l'exercice des missions de contrôle douanier sur le mouvement frontalier des voyageurs, notamment celles relatives à l'application de la législation et de l'organisation sur le

change et le mouvement des capitaux de et vers l'étranger.

Le montant non-déclaré a été trouvé suite au contrôle routinier des bagages d'une voyageuse arrivée à bord du vol international en provenance de Paris, a ajouté le communiqué.

L'opération confirme la mobilisation des services des douanes algériennes pour lutter contre toutes les formes de criminalité transfrontalière, notamment l'application de la législation et de l'organisation sur le change et le mouvement des capitaux de et vers l'étranger, a-t-on indiqué.

El Tarf Un jeune se noie à la plage El Mordjene

A. Ouelaa

Un autre drame de la mer s'est produit, avec la noyade d'un jeune homme, âgé de 25 ans, portant ainsi à huit le nombre de personnes qui ont perdu la vie dans les plages et les mares d'eau. Les plongeurs de la protection civile, ont repêché jeudi soir le

corps d'un un jeune au niveau de la plage d'El Morjane qui se trouve au centre ville d'El Kala. Sa dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital d'El Kala. La protection civile ne cesse de sensibiliser les estivants sur les dangers de la mer et à la nécessité de respecter la signalisation sur l'état de la mer.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 moharram 1447				
El Fedjr 03h52	Dohr 12h54	Assar 16h41	Maghreb 20h08	Icha 21h44



CAN-2025 féminine: Aujourd'hui à 17h00 : Algérie-Ghana Les «Vertes» visent le carré d'as



M. Zeggai

L'équipe nationale algérienne féminine, l'une des révélations de ce tournoi continental comme en témoigne sa qualification historique au deuxième tour de cette épreuve continentale, est appelée à confirmer cet exploit cet après-midi face au Ghana. Ce qui signifie clairement que la gestion du match est déterminante puisqu'il s'agit d'une rencontre à élimination directe. Face à une sélection du Ghana, considérée comme l'une des pionnières du football féminin africain, les nôtres n'ont rien à perdre mais tout à gagner. Un match capital pour les deux formations et décisif pour un billet au carré d'as de cette CAN 2025.

Pour cela, les «Vertes» ont repris mardi le chemin des entraînements avec au programme deux séances d'entraînement: une première en salle de musculation, suivie d'un travail tactique sur le terrain annexe du complexe olympique en fin d'après-midi. Cette reprise a également été marquée par la vi-

site de courtoisie de l'ancien international algérien, Halim Benmabrouk, venu encourager les Algériennes et a profité pour échanger quelques points de vue avec le sélectionneur national, Farid Benstiti, dans une atmosphère conviviale.

La préparation de ce choc se déroule dans de parfaites conditions et un moral au beau fixe. Côté effectif, le groupe est au complet à l'exception de Naïma Bouhanani, toujours blessée et officiellement forfait jusqu'à la fin du tournoi.

En revanche, la grande satisfaction réside dans l'élection de l'Algérienne N'Gazi comme meilleure gardienne de la phase de groupes de cette CAN féminine par la CAF. Cela pourrait stimuler davantage les nôtres pour créer la sensation et composer leur billet pour les demi-finales. Chloé N'Gazi, dernier rempart rassurant pour l'équipe nationale algérienne, s'annonce comme un atout considérable pour les «Vertes» qui sont déterminées à se surpasser pour réaliser leur rêve. Mais, atten-

tion, ce ne sera pas tâche aisée face à une sélection du Ghana qui cherche à décrocher son premier titre continental après avoir raté trois finales dont la dernière en 2006. Avec sa maîtrise tactique et son équilibre entre solidité défensive et efficacité offensive, le Ghana est un adversaire difficile à manier.

Les Algériennes devront se méfier des Princella Adu-bea, une attaquante puissante et adroite qui évolue à Abu Dhabi Country Club aux Emirats Arabes Unis, et Alice Kusi, sociétaire d'Al Ahli (Arabie Saoudite), considérée comme la métronome avec ses passes décisives, sa précision et son influence au milieu de terrain.

Le coach national Farid Benstiti est appelé à mettre en place une stratégie qui lui permettra de contrer son homologue du Ghana, le Suédois Kim Lars Björkregren. Certes les Ghanéennes partent avec la faveur du pronostic, mais rien n'est impossible en football et les «Vertes» sont décidées à fausser les pronostics et créer la sensation.

Ligue 1 Rencontre DCG-clubs

Le DCP (département de contrôle de gestion de la Fédération algérienne de football) tiendra des rencontres bilatérales avec les 16 clubs de l'élite, entre le 21 et le 29 juillet courant, dans le cadre de la révision des états financiers, indique-t-on.

Les seize clubs de Ligue 1 sont invités à mandater leur directeur financier, ainsi que leur secrétaire général, pour la présentation des états financiers, a précisé la FAF dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. Les formations de Ligue 1 de-

ront transmettre également plusieurs autres documents au département de Contrôle de Gestion de la FAF, au plus tard demain. Parmi les pièces exigées, le bilan comptable de l'exercice 2024 (visé par le commissaire aux comptes et approuvé par le conseil d'administration, avec procès-verbal d'arrêt des comptes).

Les clubs devront transmettre également le Compte de résultat (exercice 2024), le tableau des flux de trésorerie (TFT), le tableau de variation des capitaux propres

(TVCP), le budget prévisionnel 2025 (approuvé par le conseil d'administration) et l'organigramme de la Société Sportive Par Actions SSPA (approuvé lui aussi par le conseil d'administration), selon le communiqué de la FAF. Suivant le programme établi, le MC Alger, l'USM Alger et le CR Belouizdad seront les premiers à passer ce contrôle, après demain lundi. Puis se sera au tour des autres formations, à raison de trois clubs par jour, jusqu'au 29 juillet, dernier délai pour ces contrôles.

ES Sétif: Recrutement de 12 nouveaux joueurs

Douze nouvelles recrues, dont trois étrangères, ont rejoint l'ES Sétif, dans le cadre d'une large revue d'effectif en vue de la saison 2025-2026, a annoncé jeudi le président-directeur général de la société «Black Eagles ES Sétif», Nabil Kebaili. «Le comité de recrutement a mené une démarche qualitative et réfléchie, ce qui a permis l'engagement de neuf nouvelles recrues, dont trois joueurs nés en 2005, et trois étrangers, en plus de la promotion de deux éléments issus de l'équipe réserve», a-t-il indiqué au département média de l'Entente. La direction a décidé de ne pas prolonger le contrat de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki, remplacé par l'Allemand Antoine Hey. «Nous avons engagé une série d'actions concrètes pour repositionner le club à son véritable rang. Dans la foulée, 12 joueurs ont été libérés, et le processus est toujours en cours», a-t-il ajouté.

• USM Alger: Le feuilleton Saïd Allik a pris fin

Ça y est, c'est fait. Saïd Allik vient d'être nommé directeur général sportif de l'USM Alger, a indiqué le club algérois dans un communiqué. Cette nomination s'inscrit «dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre

des Transports, Saïd Sayoud, visant à prendre en charge la situation du club de l'USMA, affilié au groupe public portuaire Serport» et dans une démarche «de redynamisation du club sur des bases professionnelles, en renforçant sa structure avec des compétences expérimentées, capables d'apporter une réelle plus-value au management sportif», a ajouté le communiqué. L'objectif est de garantir une gestion rationnelle et efficace, au service du projet de développement du club, qui a remporté la coupe d'Algérie 2025 aux dépens du CR Belouizdad.

• La JS Saoura en stage à Tikjda la semaine prochaine

La JS Saoura effectuera la semaine prochaine un stage en altitude à Tikjda (Bouira), dans le cadre de sa préparation en vue de la prochaine saison, a annoncé le club sudiste. «La deuxième phase de préparation se déroulera à Tikjda, avec une grande concentration et de fortes ambitions pour réaliser une saison à la hauteur des attentes des supporters», indique la JSS dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. Les Sudistes de la Saoura ont repris les entraînements dimanche dernier au stade du 20-août 1955 de Béchar. La dernière séance s'est dé-

roulée avant-hier, avant d'effectuer un stage bloqué de deux jours à Taghit, «qui marquera la dernière étape de la première phase de préparation», précise la même source. En matière de recrutement, le club du sud-ouest avait annoncé que l'équipe a été renforcée par l'arrivée de l'ivoirien Wayou Constant en attendant d'autres recrues.

• MC Saida: kebdani Hamouda nouvel entraîneur

On vient d'apprendre d'une source proche du club que la direction du Mouloudia de Saida vient de trouver un accord avec le technicien témouchen-tois Kébdani Hamouda.

• Rencontre Amrani-Medouar à Oran

Abdelkader Amrani, qui vient de résilier son contrat avec le MCO, a rencontré avant-hier soir Abdelkrim Medouar à Oran.

Il semble que les deux hommes ont trouvé un accord pour un éventuel retour du coach Amrani à la tête de l'ASO Chlef.

• MCO: Cherif El Ouazani a signé son contrat

Après la résiliation du contrat Abdelkader Amrani, la direction a procédé à la signature de Cherif El Ouazani à la fin de la saison. Le joueur a finalement signé son contrat copmme.

Mercato Mansouri signe en Belgique

International U20, Kerya Mansouri va quitter son club formateur et passer professionnel en Belgique. Désireux de quitter le Stade de Reims pour avoir sa chance chez les professionnels, Keryane Mansouri (19 ans), fils de l'illustre Yazid (67 sélections en Équipe Nationale), va bel et bien passer pro grâce à un transfert. Sacha Tavolieri annonce ainsi que le Beerschot VA, relégué en D2 Belge mais désireux de remonter immédiatement, va s'attacher les services du jeune milieu défensif. Mansouri devrait parapher un bail de 3 ans, son premier contrat professionnel. Keryane Mansouri a été invité à prendre part au stage estival du groupe pro de Beerschot.

• OGC Nice: Boudaoui encense Petkovic

L'international algérien, Hicham Boudaoui, s'est exprimé avec une sincérité rare sur son évolution en sélection nationale. Dans un entretien accordé à beIN Sports, le joueur de l'OGC Nice est revenu sur les difficultés rencontrées au début.

«Auparavant, je manquais de confiance avec la sélection algérienne. Mais depuis l'arrivée de Vladimir Petkovic, tout a changé.»

Cette déclaration sonne comme une libération pour celui qui, longtemps cantonné au rôle de «jeune remplaçant», s'est métamorphosé en titulaire régulier depuis la prise de fonction du technicien bosnien-suisse. «Avant, j'avais toujours peur de commettre une erreur. Avec le nouveau coach, j'ai enfin acquis la confiance dont j'avais besoin», que certains liront comme une forme de critique à l'égard d'un Djamel Belmadi qui ne lui a jamais vraiment accordé sa chance en sélection. Boudaoui a poursuivi en ajoutant, «Depuis l'arrivée de Vladimir Petkovic, je me sens beaucoup plus à l'aise. Il travaille d'une manière qui ressemble à celle des clubs européens. Sa méthode est très professionnelle.»

• Un gros rebondissement dans le mercato d'Himad Abdelli

Pressenti pour un départ vers un club plus huppé

durant ce mercato, Himad Abdelli (Angers) a révélé avoir joué blessé pendant une grande partie de la saison. Coup de théâtre : il vient d'être opéré et son avenir immédiat est en suspens. Pressenti pour atterrir en Angleterre, en Italie ou en Turquie... Mais Himad Abdelli a surpris tout le monde en annonçant qu'il avait été opéré d'une hernie discale, après avoir joué blessé pendant huit mois.

Déjà absent du dernier rassemblement des Verts en juin, le milieu offensif a dû attendre la fin de saison pour passer sur le billard. Son indisponibilité est estimée à trois semaines, ce qui le privera d'une partie de la préparation estivale avec le SCO. Une reprise est espérée autour du 15 août, selon le staff angevin. Ce contretemps ne remet pas en cause l'intérêt des clubs européens pour Abdelli, mais risque de différer son départ aux 15 derniers jours du mercato.

Leeds United, le Torino et Trabzonspor sont cités parmi ses prétendants. Le SCO est prêt à le laisser partir, mais pas à n'importe quel prix.

«Panique» chez les migrants haïtiens aux Etats-Unis La clandestinité, le Canada ou les gangs?

Ils sont plus de 500.000 à vivre avec une épée de Damoclès au dessus de la tête. Aux Etats-Unis, les Haïtiens dotés d'un statut de protection temporaire vivent tétanisés à la seule idée de sortir dans la rue et d'être arrêtés pour être expulsés.

Clarens (dont le prénom est modifié) avait fui Port-au-Prince en 2024. Destination: les Etats-Unis, où il a obtenu le TPS, le statut accordé par Washington aux Haïtiens dans la foulée du séisme de 2010 mais révoqué récemment par l'administration Trump.

«J'étais venu ici chercher un refuge et voilà qu'on veut me chasser. Je croyais au rêve américain, et je pensais pouvoir accueillir le reste de ma famille ici. Je croyais que nous allions pouvoir nous épanouir aux Etats-Unis», dit-il à l'AFP.

A Miami ou à New York, villes américaines comptant les plus importantes diasporas haïtiennes, la peur est omniprésente, racontent à l'AFP une dizaine d'acteurs ou de membres de la communauté. «C'est la panique totale, c'est toute la communauté qui souffre car même si votre statut temporaire n'est pas encore révoqué, les agents du ICE (police fédérale de l'immigration) sont dans les rues et peuvent arrêter n'importe qui», confie Clarens. Après avoir annulé sa prolongation jusqu'en février 2026, l'administration de Donald Trump a révoqué définitivement fin juin ce statut accordé à 520.000 Haïtiens. Le couperet tombera le 2 septembre.

Un tribunal de New York a bloqué la mesure mais le répit risque d'être bref, explique Stephanie D. Delia, avocate américano-haïtienne spécialiste des questions migratoires.

«Je ne vois pas de scénario dans lequel ce statut sera prolongé (...) imaginez ce que cela veut dire pour une personne qui vit avec ce statut depuis 15 ans, qui a bâti sa vie ici, et à qui l'on dit qu'elle a moins de six mois pour faire ses valises et partir», dit-elle.

«DÉTRESSE TOTALE»

Dans le quartier «Little Haiti» de Broo-

klyn, à New York, plusieurs craignent d'aller au marché, à l'église, au travail, voire la clinique, par crainte d'être arrêtés par les agents masqués de l'ICE.

«Les gens regardent la télé, voient des migrants arrêtés même si leurs papiers sont encore en règle. A la clinique, le nombre de personnes avec un statut temporaire qui viennent consulter est passé d'environ 300 à 30 par jour», explique le directeur d'une clinique de santé publique requérant l'anonymat. «Il y a une crise sociale qui bout. Le feu est à +moyen+, mais il sera bientôt à +vif+».

Directrice de l'association «Haitian Bridge Alliance», Guerline Jozef a reçu nombre de témoignages en ce sens, notamment celui d'une femme «en détresse totale». «Elle a deux enfants de moins de dix ans nés aux Etats-Unis. Qu'est-ce qui va lui arriver? Elle sera expulsée et séparée de ses enfants?».

«Sans statut, les gens n'auront plus la capacité de travailler, de payer leur loyer, et vont donc se retrouver à la rue», renchérit la militante haïtienne Pascale Solages. «Les conditions sont créées pour que les gens s'auto-déportent car ils n'arriveront plus à subvenir à leurs besoins aux Etats-Unis», dit-elle, en référence au gouvernement Trump qui propose 1.000 dollars aux migrants pour retourner dans leur pays d'origine.

VERS LE NORD

Ces dernières semaines, des Haïtiens au statut temporaire ont choisi une autre option: le Canada.

«Nous recevons beaucoup de demandes d'information, de coups de fils. Et nous recevons 10-15 personnes par jour, avec ou sans leur famille», témoigne Marjorie VilleFranche, directrice de la Maison d'Haïti, une association d'accueil à Montréal, où vit une im-

portante communauté haïtienne. En vertu d'une entente sur les tiers pays sûrs, les Haïtiens aux Etats-Unis peuvent demander l'asile au Canada s'ils y ont de la famille. Les autres peuvent s'y rendre par la frontière terrestre et demander l'asile dans les 14 premiers jours après leur entrée sur le territoire.

Contactée par l'AFP, l'Agence canadienne des services frontaliers a dit constater un afflux de demandeurs d'asile au poste frontière de Saint-Bernard-de-Lacolle, à la lisière du Québec et de l'Etat de New York.

Du 1er janvier au 6 juillet, 8.396 demandes d'asiles ont été reçues à ce point de passage, contre à 4.613 pour la même période l'an dernier. Premier pays d'origine des demandeurs? Haïti.

DANS LE VISEUR DES GANGS

Clarens, lui, ne voit pas comment il pourrait migrer au Canada et attendre des années sans sa famille, dans l'espoir d'obtenir un statut de réfugié. Et la perspective de rentrer dans le pays le plus pauvre des Amériques, rongé par la violence des bandes criminelles, le fait frémir.

Plus de 3.000 personnes ont été tuées en Haïti durant les six premiers mois de l'année, selon l'ONU. Le département d'Etat demande, lui, aux citoyens américains «de ne pas voyager» en Haïti en raison des risques d'enlèvements par les gangs.

«Les gangs contrôlent tout, ils ont des informateurs qui surveillent ceux qui entrent et sortent du pays. Dans leur tête, si on vit aux Etats-Unis, c'est qu'on a de l'argent», craint Clarens. «Nous deviendrons donc des cibles de kidnappings pour les gangs (...) Nous renvoyer là-bas, c'est comme nous envoyer à la mort, à la boucherie».

USA

Les conséquences en cascade des coupes de l'aide internationale américaine

La destruction par les Etats-Unis de centaines de tonnes de nourriture d'urgence périmée, qui a choqué, témoigne des difficultés engendrées par les coupes budgétaires drastiques menées par le gouvernement de Donald Trump dans l'aide internationale.

Près de 500 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique, entreposés à Dubaï et destinés à l'alimentation d'urgence de jeunes enfants souffrant de malnutrition en Afghanistan et au Pakistan, ont été incinérés car la date de péremption a été dépassée en juillet, ont confirmé des responsables américains.

Cette affaire, qui a provoqué l'indignation de l'opposition démocrate et placé le gouvernement américain dans l'embarras, surgit au moment où le Congrès a définitivement approuvé vendredi un texte supprimant quelque 9 milliards de dollars de fonds publics déjà alloués, principalement destinés à l'aide internationale.

Pepfar, le programme mondial de lutte contre le sida visé au départ par une coupe de 400 millions de dollars, a été préservé in extremis par des sénateurs républicains modérés.

L'aide internationale représente 1% environ du budget fédéral des Etats-Unis, qui sont le principal donateur dans le monde.

Cela permettra de supprimer le financement de «9 milliards de dollars de conneries», s'est réjouie la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

L'essentiel de ces fonds était attribué à l'Agence américaine pour le développement international (USAID), aux portes désormais closes.

Pressé de questions à ce sujet lors d'une audition parlementaire mercredi, le secrétaire adjoint du département d'Etat

chargé des ressources humaines, Michael Rigas, avait lâché que cela avait pu résulter «de la fermeture de l'USAID».

Il s'est dit «affligé», mais ses propos ont sonné comme un désaveu pour une administration Trump qui affiche sa détermination à lutter contre la gabegie, l'un des arguments avancés pour démanteler l'USAID.

La porte-parole du département d'Etat, Tammy Bruce, a expliqué devant la presse jeudi qu'il était d'usage de détruire toute aide alimentaire périmée mais rejeté toute négligence de la part du gouvernement.

«Nous ne recevons pas de leçons sur la question de l'aide alimentaire ou sur ce que nous faisons pour le reste du monde, en tant que premier donateur mondial d'aide alimentaire et d'autres formes d'aide», a-t-elle dit.

FACE AU «VIDE»

Après plus de six décennies d'existence, l'USAID a officiellement fermé ses portes le 1er juillet, l'administration Trump ayant jugé qu'elle ne servait pas les intérêts des Etats-Unis. L'organisme a été fusionné avec le département d'Etat.

Sa fermeture a provoqué un séisme dans les milieux humanitaires.

Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président Trump et son gouvernement ont supprimé 83% des financements des programmes à l'étranger de l'agence américaine de développement, et le texte discuté au Congrès taille aussi dans les budgets dédiés à de multiples programmes allant de l'assistance aux réfugiés à la promotion de la démocratie.

Parmi les organisations internationales touchées, plusieurs fonds de l'ONU, pour

l'enfance (Unicef), le développement (PNUD) ou pour la population (FNUAP), voient la contribution américaine rabotée ou supprimée.

Une récente étude publiée dans la prestigieuse revue médicale The Lancet a révélé que l'effondrement des financements américains dédiés à l'aide internationale pourrait entraîner plus de 14 millions de morts supplémentaires d'ici 2030 parmi les plus vulnérables, dont un tiers d'enfants.

«Ce qui se passe n'est pas seulement un revers temporaire; c'est un démantèlement du système d'aide mondial à un moment où le monde en a le plus besoin», déplore Kate Phillips-Barrasso, vice-présidente du Mercy Corps, un groupe spécialisé dans l'aide humanitaire.

Parlant du «vide» ainsi créé par les Etats-Unis, elle note par exemple que Washington est «le principal donateur dans des pays comme le Soudan, le Nigeria et la Somalie», y finançant plus de 50% de l'aide humanitaire.

Au-delà, ce sont nombre de projets à plus long terme qui sont aussi menacés.

«Les projets d'infrastructure ne sont pas des choses pour lesquelles 75% sont acceptables. Soit c'est fait, soit ce n'est pas fait», affirme-t-elle en citant en exemple un programme à Goma, en République démocratique du Congo, pour améliorer l'eau potable, qui a été brusquement interrompu.

Ces coupes budgétaires interviennent quelques jours après l'annonce du licenciement de plus de 1.300 employés du département d'Etat, ainsi que la suppression de multiples missions, dans le cadre d'une refonte majeure menée par le secrétaire d'Etat Marco Rubio pour ajuster la diplomatie américaine aux objectifs idéologiques du président Trump.

Ali Draa, le journaliste de la parole intègre s'est éteint Une conscience nationale tire sa révérence

« Le journalisme n'est pas une carrière, c'est une exigence morale. Il ne suffit pas d'écrire, il faut savoir quand se taire, quand résister, et surtout, pour qui l'on écrit. » Ali Draa



Par Laala Bechetoula

L'Algérie vient de perdre l'un de ses derniers grands serviteurs de la plume et de la parole responsable. Ali Draa, figure tutélaire du paysage médiatique national, s'est éteint ce mardi soir à l'âge de 78 ans à l'hôpital militaire d'Ain Naâdja, après un long combat contre la maladie. Avec lui, c'est une certaine idée du journalisme – exigeant, rigoureux, profondément éthique – qui quitte la scène.

UN PARCOURS AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une Algérie encore sous occupation coloniale, Ali Draa s'est très tôt engagé dans le journalisme avec une vision claire : informer, éveiller, élever. Il fit ses premières armes à la radio nationale, avant de rejoindre la télévision publique où il occupa des postes de grande responsabilité, notamment à la direction de l'information. Son style était sobre, sa diction ferme, son ton mesuré mais jamais neutre. Il refusait le sensationnel vide et privilégiait toujours l'analyse profonde. Il forma plusieurs générations de journalistes, qu'il encourageait à «refuser le copier-coller des dépêches et le confort de l'anonymat». Pour lui, la fonction journalistique devait toujours s'inscrire dans une forme de courage civique.

LE SENS DE L'ÉTAT, MAIS PAS DE LA SOUMISSION

Ali Draa ne s'est jamais positionné comme opposant ni comme courtisan. Il avait le sens de l'État, mais refusait toute forme de servilité. Proche des sphères décisionnelles à certains moments de sa carrière – notamment en tant que conseiller à la communication au sein de la Présidence –, il avait cette rare capacité à préserver une forme de distance critique. À plusieurs reprises, il s'était opposé à des orientations éditoriales dictées par des logiques de propagande, préférant le silence à la compromission. Ce qui lui valut l'estime même de ses contradicteurs. Il disait souvent : «Le journaliste n'est pas le porte-voix du pouvoir, mais le miroir de la société.»

UN LEGS MORAL POUR LA GÉNÉRATION MONTANTE

Dans un contexte où le journalisme algérien, comme ailleurs, vacille parfois entre précarité économique et appauvrissement du contenu, la disparition d'Ali Draa a la saveur amère d'un testament non écrit. Son héritage est cependant bien vivant, à travers tous ceux qu'il a formés, conseillés, corrigés, parfois rudement mais toujours avec bienveillance. Il appelait les jeunes journalistes à ne jamais «écrire avec la peur de déplaire», et à cultiver l'exigence de la vérification, la précision lexicale, et surtout, le sens de la responsabilité vis-à-vis du peuple. Il leur rappelait inlassablement cette maxime : «Le pouvoir passe, l'actualité s'efface, mais l'écrit demeure. Soyez dignes de votre encre.»

UN DÉPART QUI RÉVEILLE LES CONSCIENCES

La direction générale de la communication de la Présidence a exprimé ses condoléances, saluant la rigueur, la loyauté et le professionnalisme du défunt. Mais au-delà des hommages officiels, c'est toute une frange de la société algérienne – journalistes, intellectuels, citoyens – qui ressent la perte d'un repère, d'une conscience tranquille dans un monde médiatique souvent bruyant. Son départ interpelle. Il pose, une fois de plus, la question du journalisme en Algérie : à quoi sert-il ? À qui doit-il répondre ? Quelle trace laisse-t-il dans le réel ? Et surtout : qui sont aujourd'hui les héritiers spirituels d'un Ali Draa ?

CONCLUSION : NE PAS TRAHIR SA MÉMOIRE

Rendre hommage à Ali Draa ne consiste pas à l'embaumer dans le formol des éloges posthumes, mais à faire vivre ses principes : rigueur, indépendance, lucidité. Il ne voulait pas de statues, mais une presse debout. Il ne rêvait pas de prix, mais d'un lectorat éclairé. Il n'ambitionnait pas la postérité, mais l'utilité sociale de son métier. Alors, plutôt que de pleurer son absence, engageons-nous à raviver ce qu'il a incarné : un journalisme algérien libre, exigeant, national sans être nationaliste, critique sans être cynique, et surtout, profondément humain. Ali Draa, votre plume s'est posée, mais votre encre continue de couler dans les veines de ceux qui n'ont pas renoncé. Reposez en paix, maître.

Au cœur de Marseille La cocaïne prospère sur la précarité

Sur les trottoirs, sous les porches, dans les parkings, ils sont de plus en plus nombreux, de plus en plus précaires: fumeurs ou «injecteurs» d'une cocaïne omniprésente dans le centre de Marseille, deuxième ville de France gangrénée par les trafics de drogue, ils errent, entre violence des dealers et ras-le-bol des riverains.



Il est 09H00 en ce mois de juillet, square Belsunce, à deux pas du Vieux-Port et de la Canebière, avenue emblématique de cette ville du sud-est de la France. Les ramasseurs de seringues mandatés par la Ville circulent entre les passants, munis de longues pinces et d'un récipient jaune monté sur chariot.

En deux ans, le budget consacré par la mairie à ce nettoyage a été multiplié par six, à 152.000 euros pour 2025, plus que la totalité des subventions (150.000 euros) versées aux associations de réduction des risques.

Une «aberration» pour Antoine Henry, directeur de l'association ASUD Mars Say Yeah, qui portait, jusqu'à son abandon en janvier 2024, le projet marseillais de Halte soins addictions (HSA), qualifiée de «salle de shoot» par ses détracteurs.

«Tout était ficelé, financé, puis il y a eu une reprise en mains par le ministère de l'Intérieur qui a mis son veto en s'appuyant sur l'opposition de quelques riverains et certains politiques», rappelle M. Henry qui, avec d'autres associations dont Médecins du Monde, a déposé un recours en justice contre cette suspension.

Lancées il y a 40 ans en pleine épidémie de sida, ces «salles de consommation à moindre ris-

que» sont aujourd'hui une centaine en Europe, mais seulement deux en France, à Paris et Strasbourg (est), qui arrivent fin décembre au terme d'une phase d'expérimentation.

Midi. Devant le parking souterrain d'un centre commercial joutant le port antique, un homme gît, deux seringues plantées dans le bras droit.

A l'entrée d'une ruelle voisine, un jeune «chouf» (guetteur) veille, à quelques dizaines de mètres de la Canebière, de son commissariat et du poste de police municipale.

«SPECTATEURS DU DÉSESPOIR»

«On estime aujourd'hui à plus de 2.000 les consommateurs de rue en centre-ville, la plupart sans logement ni revenus, souvent contaminés, sans accès aux droits, voire sans papiers», énumère le directeur d'ASUD, dont «la file active d'usagers a doublé en deux ans».

Une hausse qu'il explique par une «précarisation générale» dans la métropole la plus pauvre de France, mais aussi par la multiplication depuis 2023 de petits points de deal en centre-ville. Des «annexes» des réseaux des cités, fonctionnant H24, «au plus près des consommateurs les plus précaires» qui y achètent la cocaïne dix

euros la dose. «On voit de plus en plus de jeunes, de femmes, témoigne Youcef Mahi, gardien d'immeuble à Belsunce. Je ne porte pas de jugement. On est des spectateurs du désespoir...»

Zohra (prénom modifié), 36 ans, vit entre la rue et la prison. Gravement malade, elle grelotte sous sa parka, en plein soleil. Elle affirme qu'on lui «donne» la cocaïne qu'elle s'injecte, mais ne pas fumer «le crack qui rend fou».

Apeurée, elle se cache de tous, de la police, des médecins, des dealers qui se font concurrence à coups de fusillades et de rixes. Marseille et sa région sont en effet en proie à une violente guerre de territoires pour le contrôle de points de deal lucratifs: en 2023, 49 morts liés au narcotrafic avaient été recensés à Marseille en lien avec cette guerre des gangs, contre 24 en 2024.

Régulièrement, lors des maraudes avec son association Nouvelle Aube, Joachim Levy retrouve Zohra et, inlassablement, tente de la convaincre d'accepter un parcours de soins: «Sinon, tu vas mourir là.» Au pied d'un immeuble, un petit groupe comme il y en a des dizaines dans le quartier est assis. L'un «cuisine» son crack, l'autre pile des médicaments.

Contrairement à Paris, le crack à Marseille est rarement vendu prêt à consommer, les usagers

le préparent eux-mêmes, en chauffant la cocaïne avec de l'ammoniac. De son sac à dos, «Jo» distribue des seringues emballées, des pipes, des lingettes désinfectantes, et du bicarbonate, «moins nocif» que l'ammoniac.

«JE TOMBE DEDANS»

A quelques rues, une équipe de Nouvelle Aube discute avec des hommes réfugiés sous l'auto-route A7. «On propose des tests de dépistage rapide - VIH et hépatites - et on les oriente vers l'hôpital si besoin. Ils n'ont plus aucune stratégie de survie», dit Marie-Lou.

Avec ses baskets pailletées, sa petite jupe et son sac à main, Laurene (prénom modifié) détonne au détour d'un escalier. Elle raconte à «Jo» le surendettement, un hébergement provisoire avec son enfant «chez un ex». «Avant je fumais, je sniffais un peu, et puis j'ai commencé le crack et je me rends compte que je tombe dedans...»

«Ce repérage précoce est une partie essentielle de mon travail», explique «Jo», qui invite Laurene à l'appeler «n'importe quand».

«Le plus grand problème n'est pas la consommation de drogue», dit-il. «C'est la grande précarité, l'isolement, c'est la violence de la rue, la santé mentale, c'est à ça qu'on doit s'adresser en priorité.» Pour lui, «une ou, mieux, plusieurs HSA seraient une excellente solution permettant un travail en réseau entre tous les partenaires».

«Toutes les études scientifiques, en France et à l'étranger, ont démontré l'efficacité des dispositifs de type HSA, tant en termes de réduction des risques, de santé publique que de tranquillité publique», affirme Perrine Roux, directrice de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui a publié en 2021 un rapport d'évaluation des salles de Paris et Strasbourg. «La science n'a plus de poids, c'est très inquiétant», dit-elle. «Le consensus va être compliqué à trouver, surtout à quelques mois des (élections) municipales» prévues en 2026 en France, regrette Karim, représentant du collectif Belsunce, qui réclame depuis des mois une meilleure sécurisation du quartier mais aussi l'ouverture d'une HSA.

Jeudi, le préfet des Bouches-du-Rhône a annoncé une «stratégie renforcée de lutte contre la délinquance et les trafics en centre-ville», avec des renforts de policiers et CRS pour «pilonner les points de deal et saturer l'espace», et 310 nouvelles caméras de surveillance. En attendant, square Belsunce, la fontaine ne coule plus. «Au moins, s'ils n'ont plus d'eau, les toxicos viendront moins», veut croire une habitante.

Afrique

La lutte contre les modes de cuisson dangereux à un tournant

En Afrique, un milliard de personnes cuisinent encore en brûlant du bois, du charbon ou avec d'autres moyens rudimentaires polluants: un fardeau sanitaire et environnemental qui pourrait être facilement éradiqué «une bonne fois pour toute», selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié vendredi.

Trois pierres autour d'un foyer ouvert, des poêles rudimentaires alimentés au bois, charbon, déchets agricoles ou fumier: à l'échelle mondiale, ce sont deux milliards de personnes qui continuent de cuisiner avec ces modes de cuissons néfastes pour l'environnement et la santé. Il s'agit de l'«une des plus grandes injustices de notre époque, en particulier en Afrique», où quatre foyers sur cinq, soit «un milliard de personnes dépendent des foyers ouverts et de l'utilisation du bois», a déclaré le directeur exécutif de l'AIE Fatih Birol dans un entretien à l'AFP, à l'occasion de la publication d'un nouveau rapport consacré à la «cuisson propre».

Brûler ces combustibles pollue l'air intérieur comme extérieur avec des particules fines qui pénètrent dans les poumons et causent de multiples problèmes respiratoires et cardiovasculaires.

A cela s'ajoute le problème de la destruction des forêts, puits naturels qui emprisonnent le carbone et jouent un rôle dans la lutte contre le réchauffement climatique.

L'AIE estime que 815.000 décès prématurés surviennent chaque année rien qu'en Afrique du fait de la mauvaise qualité de l'air intérieur, qui résulte en grande partie d'un manque d'accès à des modes de cuisson propres. Les premières victimes à en payer le prix sont les

femmes et les enfants, qui passent en outre des heures chaque jour à chercher des combustibles et à entretenir le feu: du temps en moins pour une activité rémunérée ou l'éducation, souligne ce rapport qui marque un point d'étape après un sommet inédit de l'AIE organisé à Paris en mai 2024 sur le sujet. Il avait permis d'obtenir 2,2 milliards de dollars d'engagements des secteurs public et privé, ainsi que des engagements politiques de douze gouvernements africains.

«TRÈS FAIBLE COÛT»

Depuis, 470 millions de dollars ont été déboursés, avec des résultats déjà concrets selon M. Birol citant une usine de poêles en construction au Malawi ou un programme de poêles abordables développé en Ouganda et en Côte d'Ivoire.

Un an plus tard, le rapport évalue pour la première fois la progression de l'accès aux modes de cuisson propres en Afrique et décline une feuille de route «qui montre comment tous les pays d'Afrique peuvent atteindre un accès universel d'ici 2040», à peu de frais et sans révolution technologique.

Depuis 2010, près de 1,5 milliard de personnes en Asie et en Amérique latine, notamment au Brésil, en Inde ou en Indonésie, ont eu accès à des fourneaux et des combustibles modernes, mais le défi reste immense en Afrique subsaharienne où le nombre de personnes sans accès à des modes de cuisson propres continue d'augmenter. Or, souligne Fatih Birol, «ce problème peut être résolu sans nouvelles technologies, avec des options existantes et à très faible coût. Il y a un grand décalage entre la gravité du défi et la facilité, en réalité, pour résoudre le problème».

Il pourrait être résolu avec «un investissement annuel de 2 milliards de dollars, soit environ 0,1 % des investissements mondiaux totaux dans l'énergie (3.300 milliards

de dollars projetés en 2025), ce qui est rien», insiste le dirigeant. Les solutions alternatives sont connues: électricité d'origine solaire, gaz renouvelable et surtout le gaz de pétrole liquéfié (GPL), une énergie fossile donc, qui sans être «une solution idéale», est selon Fatih Birol «préférable» à la perte des puits de carbone provoquée par l'abattage des arbres.

Outre la nécessité d'engager le secteur privé dans les investissements, l'AIE souligne que les Etats devront aussi prendre des mesures financières incitatives pour aider les familles à s'équiper.

Un tel scénario permettrait d'éviter d'ici 2040 4,7 millions de décès prématurés cumulés en Afrique subsaharienne et de réduire les émissions de gaz à effet de serre du continent de 540 millions de tonnes par an, autant que l'équivalent des rejets annuels du secteur de l'aviation à l'échelle mondiale.

Annonces Classées

EMPLOIS

■ Importante entreprise de Travaux publics cherche pour les besoins de l'entreprise les postes suivants : Ingénieur en Hydraulique, Ingénieur en Génie civil avec ou sans expérience. Nous envoyer C V: eurlafaf@gmail.com

VILLAS

■ Urgent : A vendre villa actée + L/F, 226 m², 2 faç, centre-ville TERGA, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 1,4 MD négociable - Tél : 0673.91.34.44

PENSÉE

A la mémoire de notre très cher fils, père, grand-père et gendre



TEKTEK Nacer

qui nous a quittés le 19.7.2023, laissant derrière lui un immense vide que personne ne peut combler. Nous demandons à tous ceux et celles qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix cher père, mari Allah yarahmek

Tes enfants Imed, Bouchra et ta chère petite-fille Feriel.

2

20.10 Fort Boyard



Saison 36

- Equipe Stand Speak Rise Up !
Présenté par Olivier Minne

La nouvelle saison bat son plein au Fort Boyard ! Sous l'œil averti du Père Fouras, À travers des épreuves mythiques revisitées mais également de nouvelles épreuves, les candidats cherchent à s'emparer du trésor au profit d'une association.

09.50 Chacun son tour
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le samedi
13.42 C'est bon à savoir
16.35 Vélo Club
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.55 Journal Météo climat
19.00 Journal 20h00
19.30 20h30 l'été
19.50 Journal Météo climat
20.00 Sur la route du Tour
20.02 Ma maison de A à Z

3

20.10 Meurtres à...



Série policière - France - 2022
Saison 9 - Episode 12/14

- Meurtres à Nancy
Avec Cristiana Reali, Fabrice Deville, Nelly Lawson, Sophie-Marie Larrouy
Nancy est une ville agréable pour les balades en ville, les expositions d'art ou la promenade en tout genre. Mais cette tranquillité apparente est soudain bousculée quand est retrouvé le corps d'une femme pendant une vente aux enchères d'art. L'inscription "guenoche", sorcière en vieux français, est tracée sur son corps avec du sang.

10.15 Chef pays
11.20 ICI 12/13
11.55 Tour de France - Etape 14 . partie 2
14.00 Samedi d'en rire
15.45 Le jeu des 1000 euros
16.25 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions
18.55 Tout le sport
19.20 Météo régionale
19.30 Saveurs de saison

4

22.15 Renaud Capuçon à l'Olympia . Les Choses de la vie - Cinéma II



Surfant sur l'immense vague de succès remportée par son premier album consacré aux symphonies les plus mythiques du septième art, l'illustre violoniste poursuit son exploration avec un second opus qui rend hommage aux plus célèbres compositeurs français de musique de films. Sont notamment mis en avant lors de ce concert donné à l'Olympia : Francis Lai avec "Love Story", Michel Legrand avec "L'Affaire Thomas Crown",...

09.53 Idéfix et les Irréductibles
11.01 Les aventures du Chat Potté
12.30 Un jour, une question
13.41 Coop Troop
14.40 Batwheels
16.37 Héros à moitié
18.00 LEGO DC Comics Super Heroes : Aquaman
19.15 Goldorak
19.40 Les enfants chantent
19.55 Consomag
20.00 Les bien-aimés

5

arte

TMC

09.50 Silence, ça pousse !
11.45 Journal d'un jeune léopard
12.40 Le grand show de la nature
13.28 Imprévus
13.40 Des trains pas comme les autres
14.35 Au bout c'est la mer
15.35 Maisons et hôtels de légende
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 Le grand show de la nature
19.00 Vu
19.05 Caméras espions au coeur des océans
20.00 Echappées belles

09.25 Cuisines des terroirs
09.50 La Corse, beauté sauvage
11.35 Françoise Hardy : La discrète
15.00 La Corse, beauté sauvage
15.50 Invitation au voyage
16.30 Mongolie, l'homme qui aimait les chevaux
17.05 La Cappadoce : Vivre au coeur des roches
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 L'Empire mongol, une autre histoire

11.40 Petits plats en équilibre
11.45 MacGyver
14.45 Burger Quiz
20.15 Hercule Poirot

Série policière - Grande-Bretagne - 2001
Saison 8 - Episode 1/2



Avec David Suchet, Hugh Fraser, Philip Jackson, Pauline Moran

MONSTER CARS



CINE + FAMIZ 19.50

MONSTER CARS

Film fantastique - Canada - Etats-Unis - 2016

Avec Lucas Till, Jane Levy, Amy Ryan, Rob Lowe, Danny Glover
Reece Tenneson, patron de Terravex, peu soucieux de l'environnement, découvre avec ses hommes qu'une étrange créature a fait exploser un de ses puits de pétrole. Non loin de là, Tripp, un adolescent bricoleur, retape depuis quelque temps un vieux 4x4 dans la casse de monsieur Weather, où il travaille occasionnellement. C'est alors que Tripp croise le chemin de la créature, qui va bientôt trouver refuge dans le moteur du véhicule de l'adolescent.

CINE + FRISSE 19.50

G.I. JOE : LE RÉVEIL DU COBRA

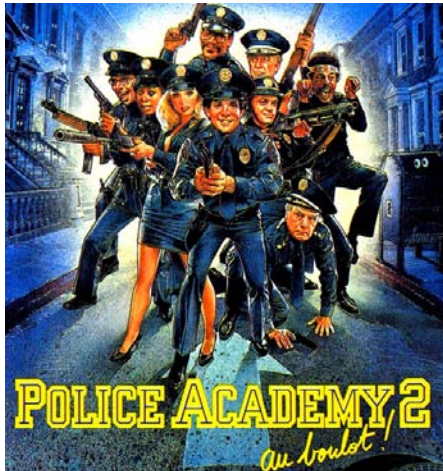


Film d'action - Etats-Unis - République tchèque - 2009

Avec Channing Tatum, Marlon Wayans, Sienna Miller, Dennis Quaid
Le magnat des armes James McCullen a créé une arme basée sur la nanotechnologie qu'il a vendue à l'OTAN, et dont l'armée américaine doit assurer la livraison. Mais le convoi, mené par Conrad Hauser et Wallace Weems, subit une attaque de la mystérieuse Baronne, avant d'être sauvé par une équipe d'élite secrète, les GI Joe. Son patron, le général Hawk, propose à Hauser et Weems de rejoindre cette unité.

RTL9 19.55

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT !



Comédie - Etats-Unis - 1985

Avec Steve Guttenberg, Bubba Smith, David Graf, Michael Winslow
Tout juste diplômés de l'école de police, Carey Mahoney, le beau, Moses Hightower, le colosse, la jeune Laverne Hooks et Eugene Tackleberry, un maniaque des armes, sont envoyés dans une petite ville américaine, où des voyous terrorisent les commerçants. Le chef du district, Peter Lassard, doit rétablir l'ordre en trente jours, faute de quoi il perdra son poste. C'est le lieutenant Mauser, qui convoite le poste de Lassard, qui se charge de l'initiation des jeunes policiers. Il est bien décidé à faire échouer leurs interventions, mais ses intentions sont rapidement découvertes...

TÉLÉVISION

TF1

19.50 Football : Euro féminin



- France / Allemagne

L'épilogue des quarts de finale s'écrit ce soir au Parc Saint-Jacques, à Bâle, qui accueille la dernière rencontre opposant le premier du groupe D, au deuxième du groupe C. Championne d'Europe en titre, et finaliste de la coupe du monde en 2023, l'Angleterre avait la faveur des pronostics pour s'emparer de la première place de la poule D devant la France et les Pays-Bas. Dans le groupe C, l'Allemagne et la Suède restaient les sélections les mieux expérimentées pour s'installer aux deux premières places de la poule.

6

20.10 The Rookie : Le flic de Los Angeles



Série policière - Etats-Unis - 2025
Saison 7 - Episode 4/18

- La menace

Avec Nathan Fillion, Shawn Ashmore, Lisseth Chavez, Mekia Cox
Afin de brouiller les pistes pour Jason, Bailey s'installe chez Celina, qui, elle, prend sa place chez Nolan. Bientôt, Celina prend la tête d'une intervention sur un carambolage, durant laquelle les nouvelles recrues commettent plusieurs erreurs. Dans l'un des véhicules, Nolan découvre une jeune femme ligotée.

CANAL+

20.09 Nosferatu



Film d'horreur - Etats-Unis - République tchèque - 2024

Avec Bill Skarsgard, Nicholas Hoult, Lily-Rose Depp, Aaron Taylor-Johnson
En 1838, dans la petite ville portuaire de Wismar, en Allemagne, Ellen, l'épouse de Thomas Hutter, un notaire ambitieux, ressent une profonde appréhension lorsque son mari est chargé d'une mission singulière par son employeur, Knock. Sa tâche est de vendre le mystérieux château Grunewald, niché dans les montagnes des Carpates, au redoutable comte Orlok.



Avec Cynthia Erivo, Ariana Grande, Jonathan Bailey, Ethan Slater, Bowen Yang
15.00 Golf : Open britannique

PLANETE +

08.15 American Pickers, la brocante made in USA



11.18 Après le Mur : un nouveau monde en marche
13.07 Girls Can't Surf : une révolution sur les vagues
14.57 Ingénieurs de l'Antiquité
16.45 Pompéi, la vie secrète des riches romains
18.23 American Pickers, la brocante made in USA

TFX

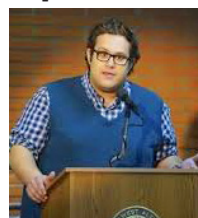
08.00 One Piece
09.00 Familles nombreuses : la vie en XXL
16.25 Cleaners les experts du ménage



18.14 Petits plats en équilibre
18.20 Cleaners les experts du ménage
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Chroniques criminelles

W9

09.10 Génération Hit machine
11.10 Scorpion
Série d'action - Etats-Unis - 2017
Saison 3 - Episode 17/25



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Robert Patrick, Jadyn Wong
15.30 La petite histoire de France

Un gigantesque nuage de fumée issu d'un feu de forêt étouffe Madrid



Un nuage géant de fumée acre, causé par un feu de forêt, a couvert Madrid jeudi, en ce début d'un été où les incendies pourraient devenir de plus en plus violents en Espagne.

Le feu encore incontrôlé à Mentrída, une ville à 50 km au sud-ouest de la capitale espagnole, a amené les autorités locales à recommander aux habitants de rester confinés chez eux et de fermer leurs fenêtres. Le vent a amené la fumée au-dessus de Madrid où les services de la protection civile recommandent à la population de ne pas rester dehors et d'utiliser des masques chirurgicaux pour éviter d'inhalier la fumée. Une autoroute majeure menant à la ville a été fermée.

Plus de 150 pompiers ont été déployés pour éteindre le feu qui s'est déclaré, selon le service d'information des feux de forêts de la région de Castille-La Manche. Plusieurs régions en Espagne ont subi des pics de chaleurs cette semaine, les températures montant jusqu'à 39 °C à Mentrída jeudi, selon l'agence météorologique espagnole (Aemet).

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Après 40 ans de prison La justice française ordonne la libération du Libanais Georges Abdallah



La justice française a ordonné jeudi la libération du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, condamné en 1987 pour complicité d'assassinat de diplomates israélien et américain à Paris, et considéré comme l'un des plus anciens détenus de France après 40 ans de prison.

La libération interviendra le 25 juillet, a indiqué une source judiciaire à la fin de

l'audience non publique.

La cour d'appel a rendu sa décision au palais de Justice de Paris, en l'absence de Georges Abdallah, 74 ans, détenu à la prison de Lannemezan (sud). «S'ils ont accepté de me libérer, c'est grâce à cette mobilisation qui est ascendante», a estimé le militant propalestinien «Le temps passé derrière les barreaux concernant les prisonniers +politiques+ ne pèse pas,

vous passez cinq ans, 20 ans, 30 ans, 40 ans, ce n'est pas ça la cause de la sortie en fait», a estimé M. Abdallah. «La sortie est suscitée par une dynamique globale: si le détenu politique ou militant qui est en prison arrive à s'inscrire dans la dynamique des luttes dehors, c'est la mobilisation des hommes et des femmes dehors qui le fait sortir. C'est essentiellement grâce à ça», a-t-il ajouté.

La Slovénie interdit l'entrée du territoire à deux ministres sionistes



Le gouvernement slovène a annoncé jeudi des mesures pour interdire l'entrée sur son territoire de deux responsables sionistes d'extrême droite, en raison de leur incitation à construire de nouvelles colonies illégales en Cisjordanie occupée et à accélérer le nettoyage ethnique à Gaza.

Les dénommés Itamar Ben Gvir (ministre de la Sécurité) et Bezalel Smotrich (ministre des Finances) sont déclarés «personae non gratae», a indiqué le gouvernement dans un communiqué, relayé par des médias.

«Il s'agit de la première me-

sure de ce type dans l'UE, nous sommes en quelque sorte les pionniers», a déclaré à la presse la ministre des Affaires étrangères Tanja Fajon, «même si d'autres pays en dehors du continent ont récemment frappé ces deux ministres d'une interdiction de voyager». «Nous envoyons ainsi un message clair au gouvernement de l'entité. Le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Norvège avaient annoncé en juin des sanctions contre ces deux ministres, désormais frappés d'une interdiction de voyager dans ces pays.

Inde: la foudre cause la mort d'au moins 33 personnes



Au moins 33 personnes sont mortes et des dizaines blessées par la foudre lors de violents orages survenus ces deux derniers jours dans l'Etat du Bihar, dans le nord-est de l'Inde, on indiqué vendredi les autorités.

La plupart des victimes ont été foudroyées alors qu'elles travaillaient dans les champs, a précisé le chef du département local en charge des situations d'urgence, Vijay Kumar Mandal.

Selon les autorités du Bihar, la foudre a causé la mort de d'au moins 243 personnes en 2024 et 275 l'année précédente dans cet Etat. Chaque année, l'est de l'Inde est le théâtre d'inondations massives qui causent des dizaines de morts et le déplacement de centaines de milliers de personnes pendant la période des moussons estivales (juin-septembre).

Selon les scientifiques, le réchauffement de la planète accroît la violence et la fréquence de ces épisodes climatiques.

Pakistan: 54 morts en 24 heures dans des pluies en pleine mousson estivale



Plus de 50 personnes sont mortes en 24 heures dans des pluies au Pakistan, a rapporté jeudi une agence gouvernementale, portant à quelque 180 le nombre de morts depuis le début de la mousson estivale fin juin. «Ces dernières 24 heures, 54 personnes sont mortes et 227 ont été blessées à travers le Pakistan et la province du Pendjab compte le plus de victimes», a indiqué à l'AFP une porte-parole de l'Autorité de gestion des catastrophes, précisant que la bilan avait été comptabilisé jusqu'à 08H00 (03H00 GMT).

Le service de météorologie a alerté sur un risque élevé de précipitations intenses et de possibles crues subites dans les prochaines 48 heures. D'après la porte-parole de l'Autorité de gestion des catastrophes, environ 180 personnes, dont 70 enfants, sont mortes et 500 blessées depuis le début de la mousson estivale fin juin.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE VOYAGE ET LA DEVISE

C'est fait ! Pour voyager, à partir de demain dimanche les guichets des banques s'ouvriront pour le nouveau change-devise des allocations, tant attendu.

Dans son communiqué public annoncé jeudi, la Banque d'Algérie a décrit les procédures planifiées non sans laisser transpirer un souci évident pour faire face à la magouille et aux trafics susceptibles que la décision, longtemps espérée, pourrait engendrer.

La mesure prise n'a pas été aisée. Sa lourdeur et son importance par son poids et ses conséquences sur la réserve de change n'ont pas été sans envisager un effort très conséquent de l'Etat dans une situation économique où tous ses paramètres recommandaient au contraire un dosage restrictif dans l'utilisation des devises.

Dans les efforts d'élargissement de sa politique sociale et dans sa volonté de préserver la dignité des Algériens, le gouvernement ne pouvait se dispenser d'ouvrir grands les yeux sur un outil indispensable aux voyageurs à l'étranger pour garantir cette dignité.

Cependant, dans l'énoncé des modalités pratiques de l'octroi du change, la prudence dans les différents exercices par lesquels doivent passer les futurs voyageurs va provoquer des désagréments inévitables. Aux limites toutes les procédures imposées sont indiscutables et obéissent à une réglementation légitime et légale. Mais

concentrer la finalité du change au seul niveau des aéroports, des ports et des gares, quelques heures avant le départ, n'ira pas sans créer un goulot d'étranglement.

Les incidences sur le flux déjà difficilement gérable à cause des dispositions sécuritaires risquent d'être multipliées et rendront le voyage autrement désagréable. Les compagnies aériennes nationales et étrangères et les administrations bancaires devront articuler de nouveaux efforts pour s'adapter à une nouvelle ère qui débutera demain.

Il est à craindre de surplus que les mauvaises mentalités et que l'incivisme souvent répétitif n'ajoutent leur grain de sel dans une distorsion qui risque d'être inévitable. Il est connu que des esprits ont la manie de vouloir savourer le bien en développant le mal.